



Dimitra Bulletin

FEMMES RURALES ET DÉVELOPPEMENT



© Femmes rurales, alphabétisation et communication

Atelier à Dosso, Niger

- © Les femmes et le processus électoral en RDC
- © Les femmes et les TIC
- © L'impact du VIH/sida sur les femmes rurales

Editorial

Sommaire

- 3 | L'alphabétisation de la femme rurale : un levier pour la scolarisation des filles
- 5 | Renforcement des capacités en communication au Sud Kivu
- 6 | Femmes et sensibilisation aux élections en RDC
- 7 | Bukavu : Les femmes sensibilisent les femmes sur les élections
- 8 | Les femmes et la politique : Le cas de la République Démocratique du Congo
- 9 | Les femmes rurales discutent en ligne - Renforcement des réseaux de femmes rurales concernant l'information, la communication et la lutte contre le VIH/sida en milieu rural
- 10 | Ouganda : Echange des femmes rurales sur les pratiques agricoles et les TIC
- 12 | GenARDIS : Genre, agriculture, développement rural et société de l'information
- 13 | Les microbicides : l'arme des femmes dans la guerre contre le VIH/sida
- 14 | Le feuilleton télévisé sud-africain sur le VIH/sida contribue à réduire les stigmates et à développer le comportement préventif des jeunes
- 15 | Vulnérabilité exacerbée des droits de propriété et des moyens d'existence des femmes dans le contexte du VIH/sida
- 15 | Zimbabwe : Les coiffeurs se lancent dans la lutte contre le VIH/sida
- 16 | Soudan : La musique comme moyen de lutter contre les violences faites aux femmes
- 16 | ONU et UNFPA lancent un appel aux dirigeants du monde pour que soit mis fin aux violences faites aux femmes
- 17 | Sud-Kivu : Un Champ Ecole Paysanne pour combattre la maladie du manioc
- 18 | LinkS : Interactions du genre, de la biodiversité agricole et des savoirs locaux au service de la sécurité alimentaire
- 19 | Afrique du Sud : profil du 'Rural Women's Movement'
- 20 | Communication pour le Développement – Principal pilier du développement et du changement
- 20 | La communication : un moyen incontournable de lutte contre la pauvreté !
- 21 | La radio communautaire mise sur la touche au WCCD
- 21 | Prix 2006 pour la créativité des femmes en milieu rural
- 21 | Conférence Know How 2006 : « Tisser la société de l'information : une perspective en genre et multiculturelle »
- 22 | Le prix Nobel de la paix 2006 va à Muhammad Yunus et à la Banque Grameen
- 22 | Sommet Global du Microcrédit 2006
- 24 | Ressources – événements, publications, sites Internet

Amies lectrices, amis lecteurs,

Recevez tout d'abord tous nos vœux pour une excellente année 2007 pleine de bonheur, santé et paix pour vous et vos familles. Nous souhaitons à toutes et tous de vivre dans un monde meilleur, sans violence et plus juste.

Nous démarrons l'année en accueillant avec grand plaisir Maartje Houbrechts, qui revient dans l'équipe Dimitra après quelques années passées sous d'autres cieux. Judith Gracey est repartie vers le Royaume Uni et nous la remercions pour son excellent travail et lui souhaitons bonne chance pour sa future vie.

Dans cette nouvelle édition du Bulletin Dimitra, comme dans les précédentes, l'importance de l'accès des populations rurales, et particulièrement des femmes, à l'information et à la communication est soulignée. La capacité d'avoir accès à l'information et de la partager par la diffusion et la mise en réseau est cruciale pour lutter contre les inégalités, la malnutrition et la pauvreté partout dans le monde.

Au Niger, Dimitra et son partenaire ONG-VIE, avec le soutien de plusieurs organisations internationales, ont organisé un atelier à Dosso en décembre 2006 sur l'alphabétisation des femmes rurales, la scolarisation des filles et la communication. L'atelier a permis, pour la première fois, à des femmes rurales de tout le Niger de venir elles-mêmes discuter avec des animateurs des radios communautaires et des acteurs du monde éducatif, des obstacles à leur éducation. Les suites de cet atelier conduisent à la naissance de trois projets pilotes qui lieront les groupements de femmes, les centres d'alphabétisation et les radios communautaires.

En République Démocratique du Congo, un atelier sur le renforcement des compétences en communication des communicateurs ruraux – radios rurales et organisations de femmes – a eu lieu à Bukavu en février 2006. Les thématiques traitées avaient été choisies par les femmes rurales à la base: participation des femmes au processus électoral, lutte contre le VIH/sida, lutte contre les violences faites aux femmes, et impunité et genre. Les recommandations de l'atelier ont engendré un soutien de la Fondation Roi Baudouin pour le renforcement des

clubs d'auditrices/teurs dans le Sud-Kivu et au Katanga et à l'organisation d'un autre atelier à Lubumbashi en mai 2007.

En octobre 2006, Dimitra a participé au premier Congrès Mondial sur la Communication pour le Développement et a eu l'opportunité d'y inviter Mme Tine N'Doye, Présidente du Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal. Tine a présenté lors de ce Congrès son expérience concrète de femme rurale et a expliqué comment les nouvelles technologies de communication et d'information (NTIC) et le soutien d'un réseau participatif ont amélioré ses conditions de vie et celles des membres de ce réseau. Plusieurs articles illustrent le rôle positif et interactif que peuvent jouer les NTIC pour les femmes rurales, et l'importance de la communication pour le développement.

D'autres articles discutent l'implication des femmes dans le processus électoral en RDC, et les questions liées à la sécurité alimentaire, par exemple l'expérience des champs écoles paysannes à Bukavu et du projet LinkS. L'impact du VIH/sida sur les femmes rurales et les différents moyens de lutte qui sont actuellement développés contre la pandémie sont également évoqués. Enfin, hommage est rendu à Muhammad Yunus, Prix Nobel de la Paix 2006 pour son combat pour le microcrédit, dont l'immense majorité des bénéficiaires sont des femmes.

Vous aurez constaté que nous avons changé notre site Internet ainsi que le format du Bulletin Dimitra, et nous vous remercions d'avance de bien vouloir nous retourner le questionnaire ci-joint pour que vos commentaires nous servent à mieux aller de l'avant.

Nous espérons que la variété des articles vous plaira et nous vous en souhaitons une bonne lecture.

Marcela Villarreal, Directrice
Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et de l'emploi rural
Point focal de la FAO pour le VIH/sida
Département du développement économique et social
FAO

CONTACTEZ-NOUS

Eliane NAJROS, Coordinatrice du projet, ☎ +32 2 5490310
Maartje HOUBRECHTS, Chargée de projet, ☎ +32 2 5496168
Tiziana FRANCESCHELLI, Assistante de Projet, ☎ +32 2 5490285
Alexandra HOSTIER, Experte associée du projet, ☎ +39 06 570 53608
☎ +32 2 5490314 – e-mail: dimitra@dimitra.org – www.fao.org/sd/dimitra

FAO Projet Dimitra, 21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique

Graphisme: Atelier voor grafische & aanverwante toepassingen, Gand
Imprimeur: Parys Printing, Evergem-Gand



ORGANISATION
DES NATIONS UNIES
POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

Avec le soutien financier du Service
Public Fédéral des Affaires Etrangères,
Commerce Extérieur et Coopération au
Développement (DGCD) Belgique et de
la Fondation Roi Baudouin.

Le contenu des articles ne correspond
pas nécessairement aux vues de la FAO.

Editeur responsable: Eliane Najros, FAO Projet Dimitra
21 rue Brederode, B-1000 Bruxelles, Belgique



L'alphabétisation de la femme rurale : un levier pour la scolarisation des filles

L'impact de l'alphabétisation de la femme rurale sur la scolarisation des filles a fait l'objet d'un atelier qui s'est tenu du 6 au 8 décembre 2006 à Dosso (Niger), organisé par l'ONG VIE Kande Ni Bayra, partenaire du Projet Dimitra pour la région du Sahel et cofinancé par Dimitra, la FAO, la Coopération belge, la Coopération Technique Belge (CTB), la Coopération suisse, la Coopération canadienne et l'UNFPA.

bées positives sur l'amélioration de son propre statut, des conditions de vie des enfants en général et des filles en particulier.

Burkina Faso et du Mali étaient également invitées, ce qui a permis de traiter ces thèmes dans une perspective régionale.

L'accès de la femme rurale à l'alphabétisation aura des retombées positives sur l'amélioration de son propre statut, des conditions de vie des enfants en général et des filles en particulier.

Les femmes elles-mêmes identifient obstacles et stratégies

L'atelier de Dosso voulait donner la parole aux femmes rurales pour qu'elles identifient elles-mêmes, dans les principales langues nationales, le haoussa et le germa, les obstacles à l'alphabétisation et/ou à l'éducation non formelle, et qu'elles trouvent des mécanismes appropriés pour créer les conditions favorables à leur propre alphabétisation.

L'intérêt des officiels et la présentation visuelle du sujet

L'atelier a été officiellement ouvert sous le haut patronage de la Première Dame du Niger, Mme Hadjia Laraba Tandja, qui porte beaucoup d'intérêt à ces questions et qui s'est engagée à soutenir toute action au profit du bien être de la femme. De nombreuses hautes personnalités des autorités administratives ou traditionnelles ont également assisté à l'ouverture, parmi eux le Gouverneur de la Région de Dosso, la Ministre de la Promotion de la femme et de la protection de l'enfant, le Ministre de l'Éducation de base et de l'alphabétisation, et le Chef de province Zarmakoye Seydou Maïdana. La Représentante de la FAO au Niger a également participé à la cérémonie d'ouverture.

D'après le Rapport mondial sur le développement humain 2006 du PNUD, le Niger est le pays le plus pauvre dans le monde. Un indicateur important est le taux d'alphabétisation : en 2004, seulement 28,7% des adultes (âgés 15 ans et plus) étaient alphabétisés. Seulement 35,1% de ceux-ci étaient des femmes. L'analphabétisme touche donc plus les femmes que les hommes, même si l'on peut se réjouir que le nombre de femmes alphabétisées soit en hausse depuis 2000 car l'on a constaté qu'en 2003 il y avait 7 femmes pour 3 hommes dans les centres d'alphabétisation fonctionnelle.

Les obstacles à la scolarisation des filles

Bon nombre d'études ont montré que les pratiques socioculturelles sont souvent des obstacles à l'inscription et au maintien des filles à l'école. Au Niger, l'analphabétisme des parents explique le peu d'importance donnée à une éducation scolaire. D'autres éléments peuvent être une interprétation restrictive des préceptes religieux et une perception de l'école comme menace à l'intégrité morale de la jeune fille et, partant, à celle de sa famille. On considère que les filles scolarisées échappent au contrôle familial, social et communautaire et remettent ainsi en cause un certain nombre de valeurs et comportements auxquels les stéréotypes socioculturelles les confinent.

Au niveau économique, la pauvreté accrue fait que les filles doivent servir comme main d'œuvre (travaux domestiques, petit commerce) et l'on ne voit pas les avantages liés à leur scolarisation et alphabétisation.

L'écrasante majorité des filles exclues de la scolarisation sont celles des femmes rurales. Pourtant, l'accès de la femme rurale à l'alphabétisation aurait indubitablement des retom-



La participation des représentantes d'organisations du réseau Dimitra du Mali, du Sénégal et du Burkina Faso, a permis des discussions avec une perspective régionale.



Après les discours d'ouverture, un documentaire produit par l'ONG-VIE sur l'alphabétisation et ses effets a été montré. Les premières séquences présentent le vécu quotidien des femmes rurales, occupées sans arrêt à toutes sortes de tâches. Le film montre pourtant que ceci n'est ni immuable ni une fatalité. Sa'a, une femme rurale de la région de Maradi, qui était d'ailleurs présente à la réunion, l'a démontré à partir de son inscription dans un centre d'alphabétisation. Elle voit désormais son avenir autrement et pousse les femmes de sa région à goûter aux avantages de l'éducation. Le documentaire se veut une invitation à une appropriation par les femmes rurales de l'alphabétisation et de l'information comme moyens de lutte contre la pauvreté.

Echanges et discussions : propositions de solutions

Après une présentation du Projet Dimitra par la coordinatrice du projet et une présentation sur les systèmes d'éducation des adultes basés sur la communication et le rôle que peuvent jouer les radios communautaires rurales par un expert de la FAO, les participants ont présenté les expériences de leurs pays en matière d'alphabétisation au profit des femmes rurales. Ceci a permis de mieux comprendre l'apport considérable que leur accès à l'alphabétisation induit sur la scolarisation des filles et de mettre en relief les conditions appropriées pour cette accessibilité.

Les exposés ont été suivis de questions et débats, et quatre groupes de réflexion thématiques ont été mis en place. Chaque groupe a traité d'une thématique différente, avec la consigne de relever les obstacles inhérents à chacun des thèmes et de proposer des pistes de solutions pour améliorer les pratiques en vigueur :

1. Identification des principaux obstacles à l'alphabétisation des femmes et énumération des conditions d'accès et de réussite des femmes rurales en éducation non formelle.
2. Contenus des enseignements/apprentissages, stratégies et axes de mise en œuvre des orientations pour une alphabétisation de qualité.
3. Influence de l'alphabétisation de la femme rurale sur la scolarisation des filles.
4. Rôle des radios communautaires et des NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) pour la promotion des femmes rurales.

Les stratégies à mettre en place

A l'issue de ces discussions, de nombreuses recommandations ont été formulées, dont nous rappelons les plus importantes :

- Les hommes doivent être sensibilisés au même titre que les femmes.



© Maartje Houbrechts

Depuis qu'elle a suivi un cours d'alphabétisation, Sa'a, une femme rurale de la région de Maradi, voit désormais son avenir autrement et encourage les femmes à s'éduquer.

- Une véritable politique d'alphabétisation des femmes doit être mise en place, avec un budget conséquent ; la formation des jeunes filles déscolarisées doit être assurée par la création d'infrastructures spécifiques.
- Les actions d'alphabétisation doivent inclure des mesures d'accompagnement pour alléger les travaux domestiques des femmes ; les modules d'alphabétisation doivent correspondre aux heures qui conviennent aux femmes et leur être plus particulièrement destinés.
- Les actions d'alphabétisation doivent être mieux concertées au niveau des régions, pour qu'il y ait une meilleure synergie et partage des expériences.
- En ce qui concerne la communication, les radios rurales et les NTIC devraient être davantage utilisées et il est nécessaire de sensibiliser les femmes et les hommes sur la mission et au rôle de la radio et des NTIC.
- Il faut doter les radios communautaires d'équipements et de moyens logistiques et en ressources financières et humaines, implanter des radios là où il n'en existe pas, et constituer des clubs d'écoute au sein des centres d'alphabétisation.
- Il faut prévoir des émissions spécifiques en direction des femmes.
- Dans toute activité, il est important d'impliquer les leaders religieux, communautaires, et d'opinion, hommes et femmes.

Nouvelles synergies

L'atelier a fourni aux femmes rurales du Niger un espace unique et a permis, pour la première fois, la rencontre et des discussions entre ces femmes, des acteurs de l'alphabétisation et

des représentants des radios communautaires. Les participant(e)s ont, ensemble, identifié et analysé les principaux obstacles à l'alphabétisation des femmes et ont proposé des pistes de solutions. Ils ont également discuté des possibilités à donner une impulsion nouvelle à l'alphabétisation des femmes à travers une communication orientée vers les besoins en formation et en information des femmes rurales.

Les perspectives qui s'annoncent après cet atelier seront de mettre en place trois projets pilotes à Gaya, Luga et Pera, où des synergies seront encouragées autour de centres où seront regroupés les radios communautaires, les centres d'alphabétisation et les groupements de femmes rurales. L'ONG VIE et Dimitra, avec la coopération continue des bailleurs de fonds qui ont contribué à l'organisation de l'atelier, s'emploieront à développer et tester ces projets pilotes. De plus, une brochure sur les résultats de l'atelier sera largement diffusé.

* Pour des informations supplémentaires :

ONG VIE-Kande Ni Bayra
M Ali Abdoulaye
B.P. 349
Niamey, Niger
tel : +227-20 752560
e-mail : viebayra@intnet.ne

Le rapport final de l'atelier sera bientôt disponible sur le site Dimitra.

Renforcement des capacités en communication au Sud Kivu

En février 2006, quelque 60 représentant(e)s d'organisations de femmes rurales et journalistes de radios communautaires de la province du Sud-Kivu (RDC) se sont rencontrés, ont débattu et ont partagé leurs expériences dans des domaines qu'ils avaient choisis eux-mêmes, pendant un atelier sur le renforcement des capacités en communication.

La République Démocratique du Congo (RDC) est depuis longtemps le théâtre de conflits armés dont la population fait les frais. En matière d'information et de communication, l'enclavement dont souffre la plupart des zones rurales du Sud-Kivu, résultat de l'insécurité régnant dans la région ainsi que du manque d'infrastructures de transport, constitue un obstacle majeur à la diffusion de l'information.

Le rôle majeur des communicateurs

Les radios communautaires et les réseaux de femmes rurales jouent un rôle majeur pour la diffusion et la vulgarisation d'informations qui permettent d'impliquer les populations, particulièrement les femmes rurales, dans le processus de développement.

Mais les journalistes des radios communautaires se rendent peu sur le terrain et relayent donc difficilement les besoins des populations, et des femmes rurales. D'autre part, les associations de femmes rurales ont peu l'occasion de s'exprimer et d'être formées aux techniques de communication et d'information. Leur accès à l'information en général et à l'information sexo-spécifique en particulier est très limité. Les occasions de rencontres entre les journalistes et les associations de femmes rurales sont rares. De plus, le genre est peu intégré dans les programmes des médias et les stéréotypes dénigrants vis-à-vis des femmes sont encore très répandus.

Les journalistes des radios communautaires doivent donc être mieux outillés dans la production d'émissions participatives. De même, la femme rurale doit être initiée à l'utilisation des outils d'information et de communication pour une meilleure participation.

Un espace de discussion

Un atelier tentant d'aborder cette thématique s'est tenu du 23 au 28 février 2006 à Bukavu (Sud Kivu), organisé par le projet Dimitra et ces partenaires en RDC, SAMWAKI et CONAFED (Comité National Femme et Développement), avec le soutien de la GTZ-Santé, la Fondation Roi Baudouin, l'Institut Panos Paris, Radio Maendeleo, l'UNFPA, l'UNIFEM, le PNUD et la MONUC.

L'objectif de l'atelier était de renforcer les capacités en communication et les connaissances de l'approche en genre des radios communautaires et des organisations de femmes rurales. Ainsi, pour la première fois, des représentants de ces deux acteurs de la société civile se sont rencontrés pour échanger sur des thèmes choisis par eux-mêmes :

- l'intégration de la thématique genre dans la production et programmation d'émissions



© Hane Najros

radio ;

- la lutte contre les violences sexuelles faites aux femmes et l'impunité ;
- l'implication des femmes dans le processus électoral ;
- le genre et désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) ;
- la lutte contre le VIH/sida.

Approche participative

L'atelier a choisi l'approche participative comme méthode clé et des débats et exercices pratiques ont suivi les présentations. Les participants se sont impliqués et ont pu faire valoir leurs points de vue avec beaucoup d'énergie et d'enthousiasme. L'évaluation de l'atelier a révélé la pertinence des thèmes abordés, la qualité et l'intérêt de la salle pour les présentations et l'apport des formations qui leur ont permis d'acquérir de nouvelles compétences utiles pour leur travail quotidien.

Recommandations

Parmi les recommandations, élaborées conjointement à la fin de l'atelier, on trouve :

- la création ou le renforcement des radios clubs et la sensibilisation des femmes rurales pour qu'elles y adhèrent ;
- aider les femmes rurales à développer leurs propres outils d'information et de communication ;
- le dégagement d'un espace d'expression pour les femmes rurales dans les radios communautaires et les médias ;
- la création de radios par les femmes et pour les femmes ;

L'objectif de l'atelier était de renforcer les capacités en communication et les connaissances de l'approche en genre des radios communautaires et des organisations de femmes rurales.

- le renforcement des synergies et les échanges entre les radios communautaires et les organisations de femmes ;
- des formations spécifiques pour les journalistes et pour les femmes rurales.

Radios rurales, clubs d'auditrices et VIH/SIDA

Le succès de l'atelier de Bukavu a mené à l'organisation d'un atelier similaire à Lubumbashi (Katanga), qui aura lieu en mai 2007. D'autre part, un projet a été mis en place avec le soutien de Dimitra et la Fondation Roi Baudouin sur le « Renforcement des radios communautaires et de leurs clubs d'auditeurs/trices pour une lutte plus efficace contre le VIH/sida au Sud-Kivu et au Katanga ». Ce projet vise une plus forte appropriation de la lutte contre le VIH/sida par les populations rurales en s'appuyant sur deux acteurs clés : les journalistes des radios communautaires et les organisations de femmes.

* Plus de détails sur l'Atelier sont disponibles sur le site Internet Dimitra : www.fao.org/sd/dimitra

* Pour plus d'informations sur le projet « Renforcement des radios communautaires et de leurs clubs d'auditeurs/trices », contactez : Adeline Nsimire, Coordinatrice du SAMWAKI 94-96, av. PE Lumumba, Commune d'Ibanda, Bukavu, RDC tél : +243 081 0795495 e-mail : samwakiasbl@yahoo.fr

Femmes et sensibilisation aux élections en République Démocratique du Congo

Rapport d'une session d'information et sensibilisation des femmes rurales et des leaders sociaux à la base de Walungu (Bukavu) aux enjeux électoraux en RDC, organisée les 19-20 juin 2006 à Mugogo par SAMWAKI, avec l'appui de la Section Genre de la MONUC/Bukavu.

Pourquoi sensibiliser l'électorat féminin ?

Quelques mois avant les premières élections libres et démocratiques en RDC depuis l'indépendance, une inquiétude est restée quant à la participation massive et responsable de la majorité de la population. La sensibilisation sur les élections est restée faible et inefficace, surtout dans les milieux ruraux, caractérisés par le manque de moyens d'information et de communication. La femme rurale en souffre en particulier, bien qu'elle représente la majorité de l'électorat congolais.

Comment faire ?

C'est pour cela que SAMWAKI a organisé cette session d'information et de sensibilisation aux enjeux électoraux. L'atelier avait comme objectifs de :

- contribuer à la préparation des populations rurales de Walungu, les femmes en particulier, à participer activement aux élections ;
- informer et sensibiliser ces populations sur l'évolution du processus électoral en cours ;
- assurer la vulgarisation de quelques textes légaux en rapport avec les élections ;
- encourager les femmes rurales à s'impliquer dans les élections en qualité d'électrice et de candidate.

26 déléguées d'organisations de femmes rurales ont participé à l'atelier, ainsi que 5 représentants des autorités politico-administratives

et militaires et 4 représentantes des églises catholique et protestante locales.

La session a adopté une approche participative, comprenant cinq exposés suivis d'échanges et débats et des travaux en groupes. Les participants ont également reçu une importante documentation sur les élections.

Les 5 thèmes développés

1. Femmes rurales, développement et gouvernance locale

La première présentation a permis aux participants de situer le rôle de la femme rurale dans le développement, ainsi que d'établir des parallèles entre celui-ci et la gouvernance locale en mettant l'accent sur la place qu'y occupe la femme. Tout processus de développement doit requérir la participation active de la femme pour se réaliser. Cette participation passe essentiellement par l'implication de la femme rurale dans la gouvernance locale.

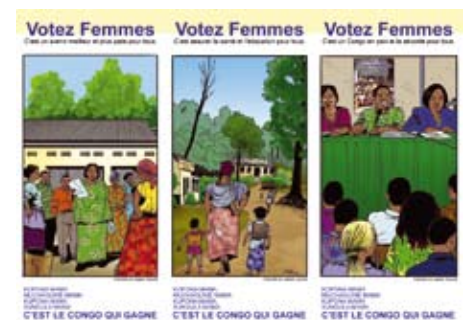
L'importance des élections comme occasion rêvée pour les femmes rurales de se doter de bons dirigeants à tous les niveaux, et de leur permettre de faire leur entrée dans différents organes de gestion de la chose publique à partir de leur propre village, localité, groupement, chefferie, territoire, a aussi été mise en évidence.

2. Notions sur les élections libres, démocratiques et transparentes

D'abord, quelques concepts tels la démocratie, le référendum et les élections ont été définis. Ensuite, une boîte à images (sur la dictature de Mobutu, l'organisation d'élections libres, transparentes et démocratiques, la période des guerres, etc.) a suscité de vifs débats parmi les participants.

3. L'implication de la femme rurale dans le processus électoral

Des questions telles que pourquoi et comment s'impliquer dans les élections et quel est



Dans le cadre de la campagne d'éducation électorale en RDC, l'ONG belge le Monde selon les Femmes a élaboré deux outils de sensibilisation mettant en avant la détermination des femmes congolaises à mettre au service de tous leur efficacité et leur force de travail.

Un dépliant de sensibilisation « Hommes et Femmes, votez femmes » reprend des slogans dans les 4 langues nationales montrant l'intérêt commun que représente la présence de femmes aux postes politiques.

www.mondefemmes.org/pdf/docpdf/deplifemrdc.pdf

Un dépliant « Mémento pour les candidates » réunit quelques conseils utiles pour faire campagne. Il reprend les coordonnées des organisations auxquelles les candidates peuvent s'adresser pour recevoir conseils et documents.

www.mondefemmes.org/pdf/docpdf/depliantFEMMES_memcand.pdf

Cette initiative a été prise conjointement en RDC par les membres du CAFCO (Cadre Permanent de Concertation des Femmes Congolaises), et en Belgique par le Monde selon les Femmes et des membres d'associations de Congolaises en Belgique.



Les élections présentent une occasion rêvée pour les femmes rurales de choisir de bons dirigeants à tous les niveaux et de faire leur entrée dans les différents organes de gestion de l'Etat.

le rôle de la femme rurale dans l'avènement d'un Etat de droit ont été soulignées.

De la dictature au gouvernement de transition en passant par la période de conflits, il a été démontré que la mauvaise gouvernance n'a fait que ruiner le pays. Maintenant c'est l'heure de la reconstruction et les citoyens sont appelés à entrer en action. Les élections constituent la règle de jeu pour accéder au pouvoir. Il va sans dire que la femme congolaise qui représente la majorité numérique est aussi capable, par la voie des élections, d'influencer l'avenir de ce pays.



Tout le monde a participé à l'atelier.

4. La loi électorale

La loi électorale a été expliquée, ainsi que 5 questions fondamentales : qui doit voter, pour qui voter, où voter, pourquoi voter et comment voter. Des matériels pédagogiques comprenant, entre autres, un dessin illustrant la disposition d'une salle d'élections ainsi que le modèle d'un bulletin de vote, a édifié les participants sur les différentes étapes à suivre et les pratiques à adopter et à éviter pour valoriser sa voix lors des élections.

5. Genre et élections

Pour ce dernier thème, on a demandé aux participants de citer les qualités et les défauts des femmes (par les hommes) et les défauts des hommes (par les femmes). Les réponses ont montré le caractère transversal du genre et l'utilité pour la communauté de comprendre les problèmes de genre comme pouvant changer. C'est ce changement qui contribue au développement et, dans le cas précis, a facilité l'implication des femmes rurales à la gestion des affaires publiques par la voie d'élections libres, transparentes et démocratiques.

Groupes de travail, recommandations et engagements

Deux groupes de travail ont discuté des obstacles qui empêchent la femme rurale de Walungu de participer activement aux élections en qualité d'électrice et de candidate et des solutions à adopter pour les surmonter. Les obstacles – nombreux – ont été identifiés,

entre autres : la peur, le manque de moyens et d'informations, la multiplicité des candidats, les contraintes maritales, ...

Les participants ont ensuite formulé des recommandations en guise de solution :

- envisager une rencontre des femmes à ambition politique de Walungu avec d'autres groupes de femmes rurales du territoire en vue d'arrêter des stratégies communes de la représentativité des femmes rurales dans la gouvernance aux niveaux local, provincial et national ;
- disséminer les enseignements reçus dans les familles, les groupes d'appartenance, les axes de communication ;
- voter utile pour sauver le territoire, la province et le pays ;
- intensifier l'éducation au genre.

Finalement, les participants se sont engagés à : appuyer les candidatures des femmes (par les hommes) ; faire passer un certain nombre de femmes aux postes de gouvernance à différents niveaux ; promouvoir la culture de la paix et de l'entente au sein de la communauté pour que les élections se déroulent dans un bon climat.

✳ **Pour des informations supplémentaires,** contactez Adeline Nsimire, Coordinatrice SAMWAKI
94-96, av. PE Lumumba
Commune d'Ibanda, Bukavu, RDC
tél : +243 081 0795495
e-mail : samwakiasbl@yahoo.fr



Les participants – femmes et hommes – se sont engagés à appuyer les candidatures des femmes et d'ainsi faire passer un certain nombre de femmes aux postes de responsabilité à différents niveaux.

Bukavu: Les femmes sensibilisent les femmes sur les élections

Les activités de sensibilisation organisées par et pour les femmes se multiplient à Bukavu. Avec la collaboration de la CEI¹ et la MONUC,² les différentes associations de mamans de Bukavu essayent de faire comprendre à leurs concitoyennes comment exercer leur droit de vote de la meilleure façon.

Une image vaut mieux qu'un millier de mots, dit la sagesse populaire, ainsi l'Association de Mamans Pacifiques Vendeuses de Souliers usagés (Amapaves) a choisi d'utiliser le théâtre comme outil d'éducation civique pour expliquer aux femmes le processus électoral et en particulier le vote.

Plutôt qu'une représentation traditionnelle en salle, l'Amapaves a préféré une pièce interactive au marché, où les femmes travaillent et font leurs achats. Les mamans travaillant au marché sont souvent trop occupées par leurs activités quotidiennes pour pouvoir se rendre ailleurs pour assister à des sessions d'information sur les élections.

C'est une pièce au langage simple, jouée par des mamans elles-mêmes, que l'Amapaves avec l'appui de la MONUC, a imaginée. Au cours de la pièce, il est expliqué aux femmes comment choisir le bon candidat sans se laisser manipuler, et comment promouvoir la parité entre les hommes et les femmes.

La pièce a été présentée le 6 avril 2006 au marché de Kadutu à Bukavu. La représentation, un franc succès, a été suivie par une discussion avec la CEI, dont une représentante est revenue sur quelques éléments essentiels traités dans la pièce, en particulier la parité entre hommes et femmes, ou encore, la vigilance dont chacune devait faire preuve face aux tentatives de corruption pendant la campagne électorale.

Les activités de ce genre se multiplient à Bukavu. Le lendemain de la représentation de Kadutu, par exemple, une autre session d'éducation électorale a eu lieu au quartier Essence, organisée par Amav (Association des Mamans Veuves et Orphelins), toujours en collaboration avec la CEI et la MONUC. La session avait pour but, avec l'appui d'images, d'expliquer aux mamans comment procéder au vote.

Y aura-t-il des photos et les noms des partis à coté des noms des candidats sur les bulletins qui seront présentés aux citoyens? Y aura-t-il une urne séparée pour chaque candidat? Faudra-t-il rendre les cadeaux faits par les candidats pour lesquels on n'aura pas voté? Autant de questions auxquelles les mamans cherchaient des réponses et sans doute des activités comme celles-ci contribuent à éloigner leurs doutes et à mieux les préparer à l'accomplissement de leur devoir citoyen.

✳ **Source :** Elia Varela Serra / MONUC, 6 mai 06
www.monuc.org/News.aspx?newsId=10935

1 Commission électorale indépendante.

2 Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo.

Les femmes et la politique : Le cas de la République Démocratique du Congo

Une femme politique ? L'image est devenue familière à tout environnement étatique. Même en République Démocratique du Congo (RDC), elle s'inscrit dans la logique de la lutte contre toutes formes de discrimination faite à la femme et dans une volonté de plus en plus affirmée de réaliser la parité homme-femme.

C'est à partir du 24 juin 1967 que la femme congolaise acquiert le droit de vote et d'éligibilité, sept ans après l'indépendance, à la date de la promulgation de la Constitution de la Deuxième République présidée par M. Joseph-Désiré Mobutu. Maintes femmes leaders ont été soit élues soit nommées aux postes ministériels ainsi qu'à d'autres charges publiques, civiles et militaires.

La participation des femmes dans les institutions publiques

Trente-cinq ans plus tard, au terme du « Dialogue intercongolais » organisé en Afrique du Sud en 2002, un « Accord global et inclusif » destiné à réconcilier les anciens belligérants, les acteurs politiques et la société civile a consacré le principe d'une « représentation équitable de la femme dans les institutions publiques » à tous les niveaux. Tout en ne fixant pas un seuil chiffré de cette représentation, il a cependant permis, au moment de désignation des animateurs des institutions publiques, d'établir le constat suivant : 5 femmes sont devenues ministres et vice-ministres sur 62, 57 autres députés sur 500 et 2 sénatrices sur 120. Bien d'autres dames ont accédé aux postes de mandataires de l'Etat dans les entreprises publiques et d'économie mixte, au sein des institutions territoriales ou encore de la diplomatie.

Pour autant, les Congolaises n'ont pas croisé les bras, surtout que le seuil de 30% de représentation féminine, comme recommandé par les Nations unies, n'était pas du tout atteint. Par ailleurs, tout en restant modeste, cette expérience a laissé des souvenirs : sens du respect de la vie humaine et du bien public, rigueur dans la gestion, et affermissement des capacités intellectuelles et managériales.

C'est sur cette lancée que les femmes congolaises ont su réclamer et obtenir l'inscription, au sein de la Constitution en vigueur, du principe de la parité homme-femme dans les institutions publiques. Les mécanismes de mise en œuvre de cette parité devraient être fixés par une loi.

La Loi électorale

En attendant, des indices encourageants ont été décelés dans l'arsenal juridique national, notamment dans la Loi électorale. Cette dernière indique que les listes des candidats sont élaborées en tenant compte de la personne vivant avec un handicap ainsi que de la parité

homme-femme. Toutefois, cette même loi note que la non-réalisation du principe de la parité ne constitue pas une raison d'irrecevabilité des listes électorales !

Les défis auxquels font face les femmes dans le processus électoral

En consultant la liste des 9.700 candidats députés nationaux aux dernières élections, il ressort qu'il y a eu 1.374 femmes dont 42 seulement ont été élues, soit 8,4% des 500 membres de la première Assemblée nationale de la Troisième République. De manière substantielle, l'objectif de la parité reste éloigné. Pourtant, plusieurs ateliers ont été organisés avec l'appui d'organismes internationaux dans les grandes villes du pays en vue de préparer les candidates. Selon une récente enquête de l'UNIFEM, 2.197 femmes ont été formées en RDC dans la perspective des élections législatives, mais 82% de femmes interviewées déclarent avoir élu des hommes !

Dans ce contexte, deux éléments nous interpellent : 1) le poids de la coutume et des traditions congolaises, qui, en général, n'acceptent pas qu'une femme devienne « chef » et « règne » sur les hommes ; 2) les femmes, candidates ou non, se sont combattues entre elles.

Par ailleurs, la plupart des femmes candidates ont été victimes de leur pauvreté matérielle et financière. De plus, elles accusent les partenaires internationaux d'avoir surestimé l'importance de la formation, en sous-estimant la nécessité de les doter des moyens requis pour affronter la compétition. Les candidates indépendantes et celles appartenant à des partis politiques sans trésorerie solide ont été les plus touchées. Il faut également souligner le problème de rupture entre les candidates citadines et leurs bases électorales des banlieues ou du milieu rural.

Menant une évaluation du processus électoral à mi-parcours, une ONG congolaise a pu identifier deux autres limites :

- la légitimation des préjugés coutumiers par les femmes elles-mêmes ;
- le déficit communicationnel.



Les femmes sont désavantagées par les traditions et coutumes congolaises et leur manque de moyens, d'information et de communication.

La réalité a démontré que les femmes sorties victorieuses des urnes avaient souvent des moyens financiers et bénéficiaient d'une assise populaire. De plus, elles n'étaient pas prisonnières de la coutume.

Les femmes n'ont pour autant abandonné les autres scrutins. Ainsi ont-elles été nombreuses dans les élections provinciales, même si, ici également, le score final n'a pas été très positif pour elles. Elles attendent, fermes, les municipales et les locales.

Dans une sorte de réajustement stratégique, il se dégage que les Congolaises veulent réellement influencer la vie publique par leur travail quotidien au sein des partis politiques, des associations sans but lucratif et des ONG, ou encore dans le monde des affaires.

A la fin du premier trimestre de l'année 2007, une photographie de la place de la femme congolaise dans les différentes institutions sera mieux dégagée. Les forces et faiblesses de la participation au présent processus électoral seront identifiées. Elles devraient permettre de baliser davantage le parcours à venir, qui demeure toujours périlleux.

Elise MUHIMUZI
Secrétaire Permanente du CONAFED,
partenaire du projet Dimitra au RDC

* CONAFED, Comité National Femme et Développement

B.P. 5.744
Kinshasa, RDC
tél: +243 99 9918406
e-mail: conafed@ic.cd

Les femmes rurales discutent en ligne

Renforcement des réseaux de femmes rurales concernant l'information, la communication et la lutte contre le VIH/sida en milieu rural

De janvier à juin 2006, WOUNET (Women of Uganda Network - Réseau des femmes d'Ouganda) a accueilli une discussion en ligne sur le sujet mentionné plus haut. Les participants ont souligné l'apport des réseaux de femmes en matière d'information et de partage des compétences et ressources en milieu rural. Ils ont également observé que la maîtrise du VIH/sida passe par de vraies stratégies d'information et de communication combinant les technologies et les réseaux sociaux et faisant appel aux TIC à grande diffusion comme les radios rurales.

Le débat en ligne est l'un des résultats d'un atelier organisé à Bruxelles du 13 au 17 juin 2005 à l'intention des organisations partenaires du projet Dimitra et du Centre technique pour la coopération agricole et rurale ACP/UE (CTA), dans le but de renforcer et de dynamiser les réseaux œuvrant pour les femmes rurales du Sud. La discussion en ligne a été prise en charge par Dimitra et le CTA et dirigée par WOUNET en collaboration avec l'ENDA-Pronat (Sénégal) ainsi que le Pacific Islands Energy Gender Network (Réseau de l'énergie du genre des îles du Pacifique).

Quelques-uns des objectifs de la discussion électronique :

- maintenir et renforcer les liens noués entre les organisations ayant participé à l'atelier de 2005 et créer des liens avec d'autres réseaux;
- échanger l'information sur la manière dont les organisations peuvent bâtir sur leurs acquis et veiller au développement et à la pérennité de leurs réseaux;
- explorer des modes de coopération : recherche conjointe de financements et conception de stratégies visant à s'épauler mutuellement;
- partager les expériences en matière de lutte contre le VIH/sida en milieu rural : opportunités et limites?

La discussion, menée en anglais et en français, était axée sur deux thèmes principaux : (1) la durabilité des réseaux de Dimitra et du CTA; et (2) l'impact du VIH/sida. Les thèmes secondaires portaient quant à eux sur : les expériences des réseaux; les mécanismes de financement; l'identification de problèmes communs; et les stratégies de l'information et de la communication. Sans être limitatif, chacun des débats s'est articulé autour d'un certain nombre de questions.

Le rôle essentiel de la communication et de l'information

La discussion a soulevé d'importantes questions quant à la durabilité des réseaux de femmes rurales et l'impact du VIH/sida. Parmi les conclusions, retenons le fait que l'information et la communication peuvent aboutir à l'autonomisation des femmes et, partant, à ce qu'elles prennent en main leur destin et participent, en égales des hommes, à la promotion de la

sécurité alimentaire, à la lutte contre le VIH/sida et à l'accompagnement du développement rural en général. Les réseaux sont devenus une force puissante du changement social; ils permettent d'explorer les synergies et d'encourager l'échange d'expériences entre individus.

Autre conclusion significative : la radio continue à être un moyen puissant de la communication rurale et elle assure la diffusion d'informations, en particulier dans le cadre de la communication participative.

La discussion a également abouti au constat que le VIH/sida affecte invariablement une majorité de foyers en Afrique. Le fléau a, par conséquent, un impact négatif sur la sécurité alimentaire et le niveau de revenu de la plupart des familles. La culture et la pauvreté contribuent toujours à la dissémination de la pandémie du VIH/sida. L'application de véritables stratégies d'information et de communication s'impose. Fondées sur de multiples canaux, elles combinent technologies et réseaux sociaux tout en faisant appel aux grands moyens de communication comme les réseaux de radios rurales. Ces dernières jouent un rôle déterminant dans les efforts visant à contenir la dissémination du VIH/sida et de ses effets en milieu rural.

Financements

Il est également ressorti de cet exercice que les réseaux de femmes rurales ont besoin d'être guidés dans le dédale des financements qu'offrent les différentes agences d'aide. A ce titre, la réalisation d'un manuel consacré aux stratégies et aux sources de financements adaptés à ces réseaux serait des plus utiles. Il convient également de sensibiliser les partenaires au développement ainsi que les bailleurs de fonds afin qu'ils se consacrent pleinement au financement de projets de réseaux de femmes rurales. Une solution résultant de la discussion en ligne serait d'orienter les réseaux de femmes vers les regroupements régionaux. En fusionnant, les réseaux auraient la capacité d'évoluer vers des entités davantage susceptibles d'obtenir un financement.

Améliorer l'outil du débat électronique

En général, la contribution des participants à la discussion électronique a été relativement faible. Trop souvent, les membres des réseaux de femmes rurales ne disposent que d'un accès

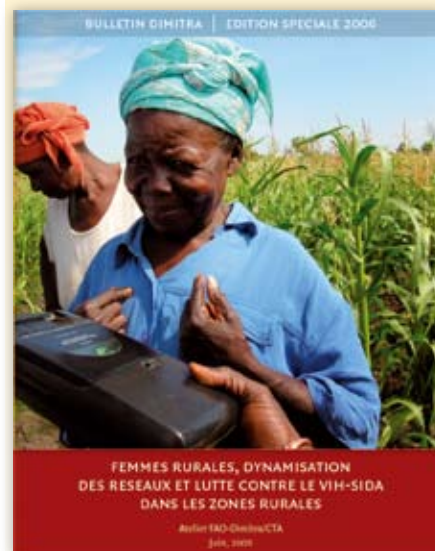
limité à Internet et au courrier électronique.

Au Sénégal, une méthode différente a été retenue afin d'engager davantage les participants des zones rurales. Des réunions de rencontres physiques ont été organisées afin de recueillir les vues des participants et de les inclure dans la discussion. Les participants ont suggéré que cette méthode soit encouragée lors de futurs débats électroniques; ils ont souligné l'importance de tenir régulièrement des réunions physiques afin de sceller et planifier ensemble les actions futures.

Dimitra et le CTA examinent actuellement la faisabilité d'organiser de telles réunions ainsi que la possibilité d'assurer un suivi aux discussions électroniques.

✳ Vous pouvez vous procurer le rapport de la discussion en ligne, en anglais et en français, en consultant le site : www.wounet.org/Projects/wounetprojects.html#RWN

Rapport de l'Atelier FAO-Dimitra/CTA



Le projet Dimitra a publié le rapport de l'atelier FAO Dimitra/CTA tenu du 13 au 17 juin 2005 à Bruxelles. Ce rapport de 135 pages est disponible auprès de l'équipe Dimitra ou en consultant le site suivant : www.fao.org/Dimitra/html/fr/newsletters.html

Ouganda : Echange des femmes rurales sur les pratiques agricoles et les TIC

Des femmes rurales issues de deux régions de l'Ouganda ont participé à une visite d'échange facilitée par WOUNET (Women of Uganda Network - Réseau des femmes d'Ouganda), et cofinancée par Dimitra. Elles ont tiré des enseignements sur les différentes méthodes de production et de commercialisation des produits agricoles, et sur un meilleur accès à l'information grâce aux TIC (Technologies de l'Information et de la Communication).

Dans bon nombre de régions d'Ouganda, l'agriculture constitue l'épine dorsale de l'économie. Les districts d'Apac et de Kayunga ne dérogent pas à cette règle. Sur dix travailleurs manuels du district de Kayunga, neuf d'entre eux œuvrent dans l'agriculture (ananas, manioc, banane plantain, etc.) ou dans l'élevage. Les principales cultures du district d'Apac sont le coton, le tabac, le maïs, le haricot, le sésame, le manioc, la pomme de terre, le tournesol et l'arachide. Quelque 80% des habitants de ce district sont engagés dans l'agriculture de subsistance et le travail est essentiellement réalisé par des femmes.

Il est donc nécessaire de permettre aux femmes rurales de ce pays d'avoir accès à tous les outils pouvant les conduire à l'autonomisation et à pourvoir aux besoins quotidiens de leur famille. Les connaissances sont un outil d'une valeur inestimable. Fortes des informations adéquates, les femmes peuvent adopter des techniques d'élevage plus probantes, trouver des moyens plus efficaces pour commercialiser leurs produits, et en savoir davantage sur leurs droits en matière sociale et juridique.

Initiatives dans le domaine des TIC

C'est en 1989 qu'ont débuté à Kayunga des initiatives visant à autonomiser les femmes locales par l'introduction de nouvelles TIC. Une de ces initiatives utilise le téléphone portable comme téléphone villageois (facile d'accès, son coût est abordable du fait que contrairement au réseau terrestre, il ne nécessite pas d'investissement massif en infrastructures) ainsi que le service WorldSpace de radio par satellite pour les prévisions météorologiques et le reconditionnement des produits agricoles.

A Apac, le Centre d'informations de Kubere s'efforce de mettre en chantier des programmes analogues. On y trouve un centre de télécommunications ainsi que le bureau de coordination d'un projet intitulé «Promouvoir l'accès des petites exploitantes d'Apac aux informations agricoles par les TIC». Ce projet est une extension de WOUNET, une ONG visant à encourager et à appuyer l'utilisation des TIC par les femmes et les organisations de femmes ougandaises. WOUNET a déjà fait du chemin et introduit des TIC (téléphones portables et radios) ainsi qu'utilisé une radio communautaire pour faciliter l'accès des femmes aux informations agricoles.

Fertilisation croisée

Du fait de sa plus longue expérience dans le domaine, le district de Kayunga a été retenu pour accueillir une visite d'échange à l'intention des femmes d'Apac. Les femmes ont pu apprendre les unes des autres, échanger leurs expériences de travail et voir comment se servir au mieux des nouveaux outils. Cinq femmes, petites exploitantes issues de cinq comtés, ainsi qu'un représentant du projet et trois membres de WOUNET, ont pris part à la visite conduite auprès du Kayunga District Farmers Association (K DFA - Association des fermiers du district de Kayunga).

Services de radio et de téléphonie mobile

Le groupe a assisté à une démonstration du service radio WorldSpace dans les locaux de la K DFA. Ce service permet aux agriculteurs d'obtenir des prévisions météo régulières produites par l'office météorologique ainsi que des informations quotidiennes sur les marchés. Grâce au K DFA, les petites exploitantes ont également eu la possibilité d'acquérir des téléphones villageois grâce à des prêts à un taux privilégié. A l'aide de ces téléphones, les agricultrices peuvent facilement s'enquérir des prix du marché et assurer un meilleur écoulement de leurs produits puisqu'elles sont en mesure de contacter directement les acquéreurs. Les téléphones peuvent aussi représenter des rentrées puisque les agricultrices vont en faire bénéficier les autres membres de la communauté contre paiement.

Et davantage d'échanges ...

Lors de la visite du projet intitulé 'La patience porte toujours ses fruits - traitement des aliments', le groupe a assisté au processus de séchage solaire appliqué aux fruits et légumes depuis l'acquisition des fruits frais, en passant par le triage et le séchage pour aboutir à la commercialisation du produit fini. Le groupe a également visité le centre de soins ophtalmologiques du Kayunga Community Development Association's Eye Care Centre (Association pour le développement communautaire de Kayunga). Le centre cultive des plantes qui servent de plantes médicinales pour soigner les maladies les plus répandues et offre une formation aux jeunes adolescent(e)s de la localité.

Le groupe de femmes intitulé Ani Eyali Amanyi ('Celles qui savaient') polarise ses activités sur l'artisanat, un projet d'élevage porcin et



Bien que les participantes à cet échange étaient toutes des agricultrices aguerries, elles ont toutes reconnu que la visite leur avait ouvert les yeux sur des possibilités et réalités nouvelles.

un vivier à poissons. La nutrition est une des activités les plus importantes du groupe; la priorité consiste à élever des poissons destinés à la consommation domestique et venant compléter l'alimentation des membres du groupe. Seul le surplus sera vendu. La contribution du groupe de femmes à leur communauté a été largement reconnue dans la région.

Enfin, le Groupement 'vanille et horticulture' de Kangulumira cultive plusieurs acres d'ananas dont il exporte une partie, l'autre étant réservée à la fabrication de vin. La délégation a pu observer comment utiliser les coques de café en tant qu'engrais et matériaux de paillage.

Le bilan

Il s'agissait pour les femmes rurales ougandaises d'une première mission de ce type et elles en ont toutes gardé un sentiment très positif. Elles ont déclaré que tout en étant des agricultrices aguerries, la visite leur avait ouvert les yeux sur des possibilités et réalités nouvelles.

Il a été suggéré de reproduire ailleurs certains des projets menés à Kayunga. Ainsi par exemple, la plupart des femmes ont témoigné d'un grand enthousiasme pour le séchage des fruits d'autant que pendant la saison des mangues

bon nombre de fruits doivent être jetés. Les défis que constituent l'obtention du capital de lancement et l'accès à de nouveaux marchés préoccupent toutes les femmes concernées. Elles ont aussi reconnu que les agricultrices devaient mieux s'organiser afin d'exploiter les ressources disponibles et les marchés existants. Les agricultrices de Kayunga ont déclaré vouloir aider leurs homologues à commercialiser les fruits séchés dès le démarrage des opérations.

Les participantes à la visite se sont engagées à partager leur expérience avec d'autres membres de leur communauté, et un programme radio ciblant les femmes d'Apac a été conçu pour assurer un meilleur échange sur ces expériences et les défis à venir.

«L'expérience a été inoubliable,» a noté une des participantes, «des idées simples ont été traduites en projets concrets qui, de surcroît, s'inspirent des ressources locales!»

✳ **Pour plus d'informations, veuillez contacter :**

Janet Achora

WOUNNET – PO Box 4411, Kampala, Ouganda

tél: +256 41 532035 – fax: +256 41 530474

e-mail: jachora@woungnet.org

www.woungnet.org



Fortes des informations adéquates, les femmes peuvent adopter des techniques d'élevage plus probantes, trouver des moyens plus efficaces pour commercialiser leurs produits, et en savoir davantage sur leurs droits dans tous les domaines.

'TechTip' (tuyau technique) : Comment répondre aux contraintes posées par les sources d'alimentation électrique

ONG rurale: Nous sommes limités par le fonctionnement incertain du courant. La campagne pour les TIC en a été retardée. Les téléphones doivent être chargés et, faire tourner les ordinateurs sur les groupes électrogènes est très coûteux. Les populations rurales sont confrontées à un dilemme. Existe-t-il des solutions ou comment sortir de l'impasse?

Assistance technique WOUNNET: L'accès au courant et son prix constituent un frein important dans l'application des TIC au développement et ce, tout particulièrement dans les zones rurales. Il est fort peu probable que le réseau électrique soit étendu aux zones rurales alors que l'approvisionnement reste insuffisant en zones urbaines. Enfin, même si le courant parvenait dans leurs zones, les populations rurales auraient-elles les moyens de le payer?

Les groupes électrogènes sont considérés comme une solution de remplacement mais ils comportent, eux aussi, des limites en termes de déploiement rural. Fonctionnant en permanence, ils ne font pas long feu, or la continuité s'impose dans les zones rurales non desservies par le réseau électrique. De plus, les coûts de carburant y sont plus élevés qu'à Kampala. Aussi, les villageois disposant de faibles revenus payent-ils plus pour faire tourner un même groupe électrogène que les citoyens dotés de revenus moyens, voire élevés. Et enfin, en cas de panne du groupe, l'assistance technique en milieu rural reste précaire.

C'est pourquoi, la meilleure solution de remplacement du courant en zones rurales est l'utilisation de sources d'alimentation renouvelables. Cela revient à exploiter les dons de la nature tels que le soleil, le vent ou encore le biogaz émanant de déchets végétaux ou animaux qui sont des ressources dont disposent librement les communautés paysannes. Le problème qui se pose ici c'est que l'équipement initial est coûteux. Il en va ainsi des panneaux solaires, des éoliennes, des convertisseurs et des piles mais leur coût d'exploitation au quotidien est, quant à lui, pratiquement nul. Aussi, lorsqu'une communauté parvient à mobiliser les fonds nécessaires à l'acquisition de l'équipement, soit en interne (collectes locales ou entraide communautaire), soit en externe (bailleurs de fonds), nous recommandons ces sources alternatives d'alimentation pour encourager l'application des TIC au développement rural.

✳ **Source :** 'TechTip' est le fruit des travaux de l'équipe d'assistance technique de WOUNNET et a été publié dans 'WOUNNET Newsletter', le bulletin du réseau, daté de septembre 2006. lists.kabissa.org/lists/archives/public/woungnet-update/msg0052.html (uniquement en anglais)

Radio communautaire pour le développement

Discussion par courriel 'id21' du 23 janvier au 17 février 2006

Les personnes pauvres et défavorisées se tournent vers les radios communautaires qui leur permettent de participer aux processus décisionnels et d'exprimer leurs préoccupations. En dépit de la 'fracture numérique' toujours plus importante, la radio offre à des millions d'individus un accès à l'information et aux connaissances dont ils seraient autrement écartés.

Le débat par courriel intitulé 'Radio communautaire pour le développement' a été l'occasion pour les adeptes et les activistes des médias communautaires du monde entier d'échanger leurs vues et expériences sur le rôle de la radio communautaire dans le processus de développement.

Plus de 450 personnes, dont 118 étaient expérimentées, ont pris part à la discussion dans une quarantaine de pays. Les débats ont porté sur les questions reprises dans la 58^e édition du bulletin 'id21 insights' intitulé: 'Tuning in to Community Radio' (Les voix du changement: branchez-vous sur la radio communautaire – www.id21.org/insights/insights58). Chaque semaine, un animateur différent a présenté un nouveau sujet. On trouve dans le rapport final quelques pistes afin de rendre encore plus efficace cet outil d'information déjà très populaire.

✳ **Pour plus de détails, veuillez consulter :** www.id21.org/communityradio/finalreport/index.html (uniquement en anglais)

GenARDIS: Genre, agriculture, développement rural et société de l'information

Le fonds de microfinancement GenARDIS a été lancé en 2002 pour encourager le travail lié au genre s'appliquant aux technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le domaine du développement agricole et rural en Afrique, dans les Caraïbes et le Pacifique (ACP). Deux cycles d'octroi de subventions ont été organisés depuis la mise en place du fonds. Les réponses ont dépassé toutes les attentes.

Ce programme a été mis en place afin de tenir compte des contraintes et défis auxquels font face les femmes rurales des pays ACP en ce qui concerne les TIC. Ces défis vont des facteurs culturels freinant l'accès par les femmes aux TIC, au temps limité dont elles disposent pour participer aux cours de formation nécessaires à l'utilisation de ces technologies, à leur faible accès à d'autres moyens de communication tels que radio, téléphone portable ou ordinateur, en passant par le manque d'informations pertinentes en langues locales adaptées à leur environnement.

Le Fonds GenARDIS a financé quelques 20 projets à hauteur de 5000 euros chacun. Tous les projets étaient axés sur une utilisation innovante des TIC par les femmes rurales dans le but d'améliorer le bien-être de leur famille et de leur communauté. Les bénéficiaires des projets retenus étaient pour l'essentiel des femmes paysannes, mais certaines bénéficiaires étaient des



Quelques-uns des lauréats du Fonds GenARDIS en 2005 :

- Burkina Faso : Projet de renforcement des compétences de 30 femmes paysannes en TIC.
- RDC : Campagne d'accompagnement et de sensibilisation des femmes rurales d'Uvira pour la promotion des TIC à des fins de plaidoyer pour le genre.
- Ghana : Encourager la culture de légumes sains : une approche genre quant à l'utilisation des technologies de l'information et de la communication.
- Lesotho : Elargir la tête de puits : Mise en place et utilisation d'un réseau de téléphonie mobile destiné à faire connaître, à valoriser et à rendre hommage au travail réalisé par les femmes dans le secteur agricole du Lesotho.



étudiantes se consacrant à l'étude des femmes et du genre ou encore de petites exploitantes.

Plusieurs projets portaient sur l'utilisation des téléphones portables. Ainsi, un projet au Lesotho ciblait en particulier l'emploi de ces téléphones en vue de faciliter la communication entre femmes paysannes dont les contacts sont entravés par la topographie environnante qui ne permet pas d'accueillir une ligne téléphonique fixe.

Au Ghana, des agriculteurs ont diversifié leurs sources d'informations et utilisé le téléphone, la radio ou encore les centres d'informations agronomiques disposant d'un accès facile aux données sur les marchés. Ils ont ensuite constitué un groupe d'auditeurs pour discuter les émissions radio préenregistrées sur l'agriculture. Les auditeurs ont ainsi perfectionné leurs aptitudes à discuter et à analyser des dossiers agricoles.

Les femmes de l'Arche d'Alliance en République Démocratique du Congo (RDC) ont bénéficié quant à elles de financements destinés aux femmes paysannes souhaitant monter leur propre affaire. Les bénéficiaires ont appris à lire et à écrire en swahili et à utiliser l'ordinateur. Quant à l'avenir, Arche d'Alliance a recommandé qu'à l'issue des élections « le gouvernement élabore une politique des TIC en faveur du développement rural en y faisant participer les femmes rurales qui, pour l'essentiel, sont des agricultrices » et que « l'approche TIC soit systématiquement intégrée dans les divers programmes de développement socio-économique. »

Les partenaires du Fonds GenARDIS étaient : CTA (Centre Technique de Coopération Agri-

« Ce prix nous aidera énormément à renforcer notre capacité à promouvoir les droits des femmes rurales en démystifiant les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et par le plaidoyer pour le genre. Ce prix aura un effet réel sur nos activités d'accompagnement des femmes rurales dans le secteur agricole, l'élevage et l'artisanat et sur notre capacité à les aider à connaître leurs droits par alphabétisation. Ce renforcement de nos capacités nous permettra de devenir plus utiles à d'autres femmes et à toute notre communauté. »

Campagne d'accompagnement et de sensibilisation des femmes rurales d'Uvira pour la promotion des TIC à des fins de plaidoyer pour le genre, RDC.

cole et Rurale ACP-UE), Hivos, CRDI (Centre de recherches pour le développement international) et IICD (International Institute for Communication and Development). Le projet a été géré par l'APC, l'Association pour le progrès des communications, et WOUNET, Women of Uganda Network (Réseau des femmes d'Ouganda). S'agissant des perspectives futures du Fonds GenARDIS, les organisateurs ont décidé de faire figurer dans le rapport d'évaluation des suggestions quant à la manière de peaufiner la vision GenARDIS et d'en assurer la continuité.

* Sources:

- www.apcwomen.org/genardis/fr/
- GenARDIS: Supporting the use of ICTs by women farmers for social change (Appuyer l'utilisation par les agricultrices des TIC pour favoriser le changement social): www.genderit.org/en/index.shtml?apc-a--e94815-1&x=94815



Les microbicides : l'arme des femmes dans la guerre contre le VIH/sida

Les progrès réalisés dans le développement des microbicides sont suivis avec le plus grand intérêt par les différents protagonistes de la guerre contre le VIH/sida. Une conférence internationale, tenue en Afrique du Sud en avril 2006, a permis de faire le point en matière de recherche sur les microbicides, y compris sur les différents essais en cours de réalisation dans plusieurs pays tels l'Afrique du Sud, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie.¹

En principe, les microbicides constituent une véritable option pour les femmes souhaitant se protéger du VIH. L'une des raisons pour lesquelles les femmes sont plus vulnérables aux infections est que, trop souvent, elles ne sont pas en mesure de négocier la pose du préservatif avec leur partenaire. Le recours aux microbicides constituerait une sérieuse remise en question de leur vulnérabilité puisqu'ils peuvent être appliqués avant le rapport sexuel et sans même que le partenaire en ait connaissance.

Toujours les mêmes défis

Comme elle ne considère pas que la recherche et le développement appliqués à ce domaine soient réellement rentables, l'industrie pharmaceutique n'investit pas les ressources qui lui permettraient de fabriquer rapidement des microbicides efficaces. Les défenseurs des microbicides estiment pourtant qu'à long terme, l'industrie du médicament réalisera d'énormes bénéfices. Ils invoquent par ailleurs que les entreprises pharmaceutiques ont une responsabilité sociale et se doivent de contribuer activement à la lutte contre le sida.

Pour l'heure, le développement des microbicides est l'affaire de petites sociétés de biotechnologies, d'organismes de recherche sans but lucratif et de scientifiques engagés dans la recherche et tributaires de subventions publiques. Nonobstant le fait que les financements ont triplé ces cinq dernières années, ils restent insuffisants. C'est une des raisons pour lesquelles le développement des microbicides est lent, les premiers d'entre eux ne devant être disponibles que d'ici cinq à sept ans.

Comme pour les médicaments antirétroviraux, l'accès facile aux microbicides par les femmes sera déterminant. Dans un pays comme le Kenya, ce n'est que très récemment que le coût des antirétroviraux a été abaissé de sorte que les patients à revenus moyens y aient accès. Ces médicaments restent néanmoins hors de portée des pauvres et des femmes en particulier, et ce malgré le nombre croissant de programmes qui distribuent les médicaments gratuitement aux personnes défavorisées. Il subsiste une déme-

sure entre le nombre de personnes défavorisées affectées par le fléau du VIH/sida et les autres. Bien que les microbicides n'aient pas été développés en remplacement des préservatifs, d'aucuns s'inquiètent d'ores et déjà du fait que leur emploi risque de décliner avec l'avènement des microbicides. Cependant, des études ont révélé que dans bon nombre de situations, les avantages d'un microbicide dépasseront probablement l'impact négatif lié à l'abandon du préservatif.²

Besoins en termes de plaidoyer

Le développement et la distribution de microbicides sûrs et efficaces dépendront de la collaboration entre responsables politiques et les secteurs publique et privé. Selon la Campagne mondiale pour les microbicides, «le plaidoyer ne doit pas s'arrêter à la simple production des microbicides. Il doit inclure la recherche, la responsabilisation et l'activisme politique visant à assurer que les microbicides mis au point soient disponibles à grande échelle et utilisés de manière correcte et cohérente par des individus qui risquent de contracter le VIH et des IST, en particulier les



© Salam Dabbor, Courtesy Doubleshors Studio

Les microbicides pourraient bien être une arme très puissante pour que chaque femme soit en mesure de lutter contre le VIH et le sida; ils sont susceptibles d'avoir un impact colossal.

femmes. Il convient par conséquent d'axer le plaidoyer sur les questions de tarification, d'accessibilité, de stigmatisation, de préjugés liés au genre et d'autonomisation des femmes, en plus des efforts visant à accélérer l'élaboration du produit et son autorisation de mise sur le marché.»

Une arme puissante

Les microbicides pourraient bien s'avérer l'arme la plus puissante que les femmes, à leur niveau, soient en mesure de posséder dans la guerre contre le VIH et le sida; ils sont susceptibles d'avoir un impact colossal. En vue d'assurer que ces produits respectent leurs promesses, il est impératif que la société civile joue un rôle actif en sensibilisant et en plaçant pour l'accès aux microbicides, en faisant pression pour que soient hâtés les efforts de production des médicaments et en veillant à ce que les intérêts des participants aux essais cliniques et des utilisateurs finaux soient protégés.

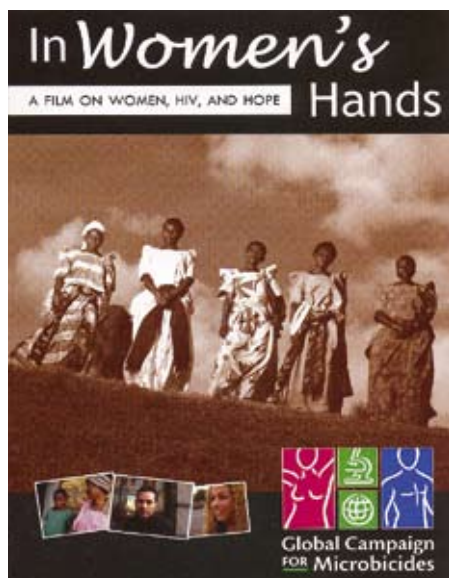
* Source :

« Microbicides: Women's weapon in the war against HIV/AIDS » (Microbicides : l'arme des femmes dans la guerre contre le VIH/sida), par Kathambi Kinoti, Resource Net (AWID), 5 mai 2006, www.awid.org/go.php?stid=1601 (uniquement en anglais)

* Pour plus d'information, veuillez contacter la Campagne mondiale pour les microbicides sur le site : www.global-campaign.org

1 « Microbicides 2006 », Le Cap, Afrique du Sud, du 24 au 26 avril 2006. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site : www.microbicides2006.org

2 Fossa A.M. et al., 'Shifts in condom use following microbicide introduction: should we be concerned?' (Nouvelles pratiques dans l'usage des préservatifs depuis l'avènement des microbicides : faut-il s'en préoccuper?), Ministère de la santé publique du Royaume-Uni, London School of Hygiene & Tropical Medicine, 2003.



Filmé dans diverses parties du monde, ce documentaire constitue un outil capital pour sensibiliser et travailler sur le thème de l'augmentation chez les femmes des taux de contamination au VIH et des IST et de l'importance de plaider en faveur des microbicides. Les vécus personnels présentés dans le programme soulignent la nécessité des microbicides et l'importance du leadership sur cette question; ils sont source d'inspiration pour des actions futures.

* Pour plus d'information, veuillez consulter : www.global-campaign.org/film.htm

Le terme « microbicides » se réfère à une gamme de produits différents dont la caractéristique commune est leur capacité à prévenir la transmission, par voie sexuelle, du VIH et d'autres infections sexuellement transmissibles (IST) lorsqu'ils sont appliqués par voie externe. Un microbicide peut revêtir des formes multiples : gel, crème, suppositoire, film, ou encore éponge ou anneau diffusant progressivement la substance active.

Le feuilleton télévisé sud-africain sur le VIH/sida contribue à réduire les stigmates et à développer le comportement préventif des jeunes

Un feuilleton télévisé fort axé sur de jeunes adultes habitant une ville sud-africaine en zone rurale et touché par le VIH/sida a engendré des comportements plus adéquats à l'égard du VIH/sida, des stigmates, d'une vie plus ouverte et plus positive pour les séropositifs, et plus de fidélité parmi les téléspectateurs.

Tsha Tsha est un feuilleton décapant en langue nguni (sous-titré en anglais) tourné dans la province du Cap-Oriental. Il décrit la vie de plusieurs jeunes qui sont à la découverte de l'amour, des rapports sexuels, et des relations en général dans un monde affecté par les réalités de la pandémie du sida.

La danse de salon constitue le fil rouge du feuilleton et le téléspectateur découvre progressivement la vie des jeunes gens et les liens qu'entretiennent les divers personnages. En même temps, le feuilleton dépeint les relations nouvelles entre individus qui ne s'embarassent pas des complexités de la vie en dehors des codes de la danse. Le club de danse constitue en quelque sorte le cadre métaphorique pour explorer plus avant relations et intimité.

Rayonnement télévisuel et radio

Tsha Tsha est suivi en moyenne chaque semaine par 1,8 millions de téléspectateurs pour un coût d'environ 0,55\$ par personne. Le feuilleton entame à présent sa quatrième saison et 26 nouveaux épisodes ont été réalisés; ils seront diffusés les vendredis soir aux heures de grande écoute. Pour élargir encore davantage la portée du programme, les sujets traités chaque semaine dans Tsha Tsha sont recomposés en épisodes radio intitulés « Body, Mind, and Soul » (corps, esprit et âme); 6 millions d'auditeurs sont concernés par le biais de 60 stations de radio communautaire. A l'issue

des émissions, les stations offrent à leurs auditeurs l'occasion de discuter sur les ondes de différents sujets traités.

Impact

Selon les résultats d'une récente étude d'évaluation, les téléspectateurs estiment que l'émission est réaliste, captivante, divertissante et instructive. L'environnement rural du feuilleton est considéré comme novateur et apprécié par les téléspectateurs ruraux comme par les citadins. Le feuilleton a permis d'en savoir davantage sur le VIH/sida et d'y être plus sensibilisé; d'aucuns ont rapporté des changements quant aux préjugés à l'égard du VIH, aux croyances, aux pratiques ou encore aux comportements.

Les téléspectateurs ont été investis d'un sens accru des responsabilités à l'égard de leurs concitoyens pour que plus de tolérance et d'empathie se dégagent envers ceux et celles qui vivent avec le VIH/sida. Les personnages du feuilleton ont représenté la vie au quotidien d'un séropositif et les problèmes et enjeux liés à la révélation de ce statut à des tiers. En montrant des images fortes et positives de jeunes personnes confrontées à leur statut de séropositivité, Tsha Tsha brosse de façon réaliste un vaste tableau de questions de nature personnelle et collective.

Les téléspectateurs ont également estimé que Tsha Tsha présentait des modèles positifs de comportement pour les femmes ainsi que des exemples porteurs d'interaction homme-femme. Enfin, ils ont noté l'attention particulière accordée aux questions de communication entre parents et enfants.

Conclusion

Tsha Tsha est plus qu'un feuilleton télévisé. Il offre des concepts inspirants et éducatifs



dans un contexte réaliste et divertissant. Au lieu d'apporter des réponses simples, Tsha Tsha engage les téléspectateurs dans un dialogue permanent quant aux décisions adéquates devant être prises dans un monde où le sida est une réalité quotidienne. En plus de sa télédiffusion nationale, le feuilleton est aussi propagé dans les écoles, les établissements correctionnels, les églises et les collectivités d'Afrique du Sud en vue d'encourager les débats sur la complexité du vécu avec le VIH et le sida.

* Source :

Cet article est une synthèse de Communication Impact! (N°20, juin 2006). Communication Impact présente des résumés des résultats de recherche et de programmes-clé entrepris dans le cadre du Health Communication Partnership (HCP – partenariat pour la communication dans le domaine de la santé) – et d'autres accords bilatéraux.

Pour télécharger: www.jhuccp.org/pubs/ci/20/20.pdf (uniquement en anglais)

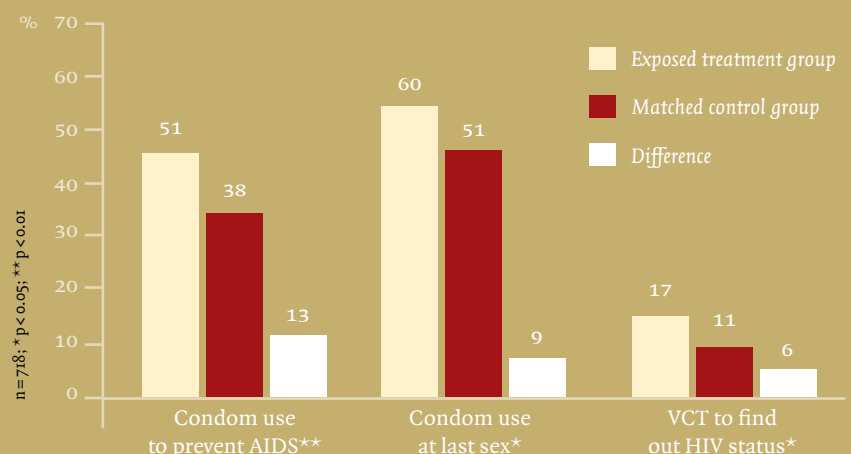
Soul City

Soul City est un projet multimédia dynamique et novateur axé sur la promotion de la santé et le changement social. Par la voie de ce programme à la fois divertissant et sérieux, Soul City atteint plus de 16 millions de Sud-Africains. Ce programme a également été diffusé dans de nombreux autres pays africains ainsi qu'en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Asie du Sud-Est. Soul City se penche sur bon nombre de questions liées au développement et à la santé, diffuse des informations et exerce une influence sur les normes sociales, les attitudes et le quotidien. L'impact recherché concerne l'individu, la collectivité et l'environnement sociopolitique.

Par ses stratégies multimédia et de plaidoyer, le projet vise à créer un environnement susceptible d'amener les téléspectateurs à poser les bons choix, que ce soit en tant qu'individu ou communauté.

* Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.soulcity.org.za

Behavioral responses to condom use and VCT after 26 episodes



Vulnérabilité exacerbée des droits de propriété et des moyens d'existence des femmes dans le contexte du VIH/sida

Rapport d'un atelier sur les droits de propriété et les moyens d'existence des femmes dans le contexte du VIH/sida en Zambie, organisé conjointement par le projet Justice for Widows and Orphans (Justice pour les veuves et les orphelins) de la Zambia Law Development Commission (ZLDC - Commission zambienne pour le développement législatif) et la FAO.

En Zambie, veuves et orphelins sont tout particulièrement vulnérables à la saisie, la dépossession et la destitution de leur propriété. Cette situation est exacerbée dans le contexte du VIH et du sida. Souvent, les victimes n'ont pas accès aux mesures réparatrices légales et sociales. Voilà donc l'arrière-plan dans lequel cet atelier sur les droits de propriété et les moyens d'existence des femmes dans le contexte du VIH/sida s'est tenu à Lusaka, en Zambie, en janvier 2006.

Echange de solutions et d'expériences

L'atelier a réuni des personnes nourries d'expériences diverses venant de Zambie, d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est. La participation de magistrats et de juristes, de représentants de la police, de délégués d'ONG et d'organisations communautaires, d'activistes et de chercheurs aux côtés des veuves et des orphelins a permis une approche plurielle; les participants ont recherché des solutions pratiques

qui puissent transformer les droits en réalités. L'atelier a offert de nombreuses possibilités, notamment la présentation d'expériences émouvantes et de témoignages forts de la part de veuves et d'orphelins ainsi que d'une femme ougandaise séropositive vivant avec le sida de façon sereine. Il est clairement ressorti qu'il existe d'excellentes initiatives en Zambie mais leur coordination reste lacunaire et les efforts déployés sur le terrain manquent de cohérence et de direction.

Recommandations concrètes

Un communiqué de presse a présenté la synthèse des délibérations de l'atelier ainsi que les recommandations-clés pour lesquelles des objectifs et des échéances spécifiques ont été fixés. Ainsi par exemple, des mesures concrètes ont été entreprises pour redresser les torts dont a souffert Mme Chilala, une veuve zambienne âgée de 79 ans dont le beau-frère a creusé 17 tombes à côté de sa maison car elle avait

refusé de l'épouser et de lui céder sa propriété à la mort de son mari en 1990.

Des recommandations spécifiques relatives à l'amendement de la loi zambienne 'Zambian Intestate Act', qui comporte diverses lacunes quant à la protection des droits de propriété des veuves et des orphelins, seront recherchées par la ZLDC. Des solutions pratiques visant à lier les droits de propriété aux programmes d'existence ont aussi été débattues. Une liste de « meilleures pratiques », défendues par les organisations communautaires et les ONG en Zambie et dans la région sera établie et diffusée à grande échelle.

✳ **Pour télécharger le rapport « Women's property rights and livelihoods in the context of VIH and SIDA » (Droits de propriété et moyens d'existence des femmes dans le contexte du VIH et du sida):** www.fao.org/hiv/aids/publications/gender_en.htm (uniquement en anglais)

Zimbabwe : Les coiffeurs se lancent dans la lutte contre le VIH/sida

En 2005, plus de la moitié de tous les préservatifs féminins ont été distribués par un réseau de quelque 500 salons de coiffure et de 1000 coiffeurs.

Des coiffeurs, dont le salon se situe dans des zones à revenus modestes, ont été formés à engager la discussion avec leurs clientes sur la manière d'utiliser efficacement les préservatifs féminins et de réduire le risque encouru par les femmes. Le programme 'Salons de coiffure' fait partie d'un programme quinquennal de prévention du sida financé par le DFID et l'USAID. Ce programme a eu un impact spectaculaire sur l'information et la demande relative au préservatif féminin CARE au Zimbabwe. Le programme a aussi grandement concouru à une plus grande utilisation du préservatif féminin, soit une augmentation de 240% entre 2001 et 2006.

Maria Tavambirwa est une jeune coiffeuse qui joue un rôle actif dans la prévention de la transmission du VIH. Elle le fait en encourageant l'utilisation du préservatif féminin auprès des jeunes femmes qui fréquentent son salon à Chitungwiza, une ville aux abords de Harare. Maria est très enthousiaste quant à son rôle; elle aide les femmes présentant des risques à prendre l'initiative de se protéger elles-mêmes de l'infection par le VIH.

« Pour l'essentiel, mes clientes sont de jeunes filles qui fréquentent un collège proche et qui sont obligées d'avoir des rapports sexuels non protégés avec des hommes plus âgés pour des

raisons économiques, » déclare-t-elle. « Elles viennent régulièrement au salon et pendant qu'elles se font coiffer, j'en profite pour leur parler des avantages du préservatif féminin ».

En octobre 2006, le DFID a accordé £20 millions supplémentaires pour un programme de prévention du VIH visant à réduire le nombre de nouvelles infections en augmentant les recherches et en encourageant un comportement sexuel plus sûr. Le financement va permettre à Population Services International (PSI) du Zimbabwe de :

- lancer une campagne nationale dont le leader est un pasteur séropositif, ce qui aidera à briser les stigmates qui entourent le sida;
- offrir de meilleurs services en termes de dépistage et de conseils de sorte que 800 000 personnes puissent savoir si elles sont, ou non, séropositives;
- cibler les villages de l'ensemble du pays en menant des campagnes locales d'éducation articulées autour du jeu et de la musique;
- distribuer plus de 250 millions de préservatifs dont des préservatifs féminins à travers un réseau de quelques 700 salons de coiffure.

Avec un adulte sur cinq séropositif, le Zimbabwe connaît aujourd'hui l'un des taux d'infection par

le VIH les plus élevés du monde. 80% des personnes infectées ne connaissent pas leur statut, mais des progrès sont en cours dans la lutte contre la maladie et, au cours des cinq dernières années, les taux d'infection ont chuté au niveau national.

✳ **Source :** www.psi.org/news/1006b.html



Maria Tavambirwa encourage l'utilisation du préservatif féminin CARE de l'organisation PSI auprès de ses clientes dans son salon.

Soudan : La musique comme moyen de lutter contre les violences faites aux femmes

Chanteurs et acteurs soudanais ont l'occasion de jouer un rôle important au Darfour, la région occidentale du Soudan, en informant les personnes déplacées internes sur les conséquences néfastes des violences faites aux femmes.

Lors d'un concert organisé dans le cadre d'une campagne de 16 jours d'activisme consacrés à la lutte contre la violence à l'égard des femmes en 2005, des chanteurs soudanais de renom tels que Abdel Karim el Kabli, Samira Dunia et Abdel Gadir Salim ont divertis des milliers de personnes déplacées internes réunis dans le camp d'Otash proche de Nyala (Sud-Darfour). Cette campagne annuelle relie la date du 25 novembre, journée internationale contre la violence à l'égard des femmes à celle du 10 décembre, journée internationale des droits humains.

« Ne pleure pas, je t'en prie, mais va dire à toutes les mères du voisinage que je suis morte des suites de la circoncision, pratique atroce, primitive et dangereuse. Va dire à toutes les femmes les vraies causes de la fistule; va leur dire aussi que ma mort est due à mon mariage et mes grossesses précoces et aux douleurs de l'accouchement auxquelles je n'ai pu résister. »

– Extrait des paroles d'une chanson de El-Kabli

Les paroles de Kabli sont celles de milliers de femmes et de filles qui sont, au Soudan, victimes d'actes de violences faites aux femmes souvent perpétrés au nom de la coutume ou de la tradition.

Entre les morceaux musicaux, les membres du

groupe de comédiens Tarab, figures célèbres de la télévision soudanaise, sont montés sur les planches pour présenter des sketches humoristiques sur les violences faites aux femmes. En traitant par l'humour des sujets qu'il est difficile d'aborder au Soudan, ils ont aussi suscité la réflexion.

Dans l'un des sketches, un homme reste chez lui toute la journée à ne rien faire pendant que sa femme part travailler; elle vend du thé durant de longues heures pour payer les factures. Lorsqu'elle rentre un soir en retard, son mari la bat. L'homme, dans ce sketch, est présenté comme étant stupide de traiter ainsi sa femme; il est pris à partie par un autre protagoniste: 'Pourquoi donc frappes-tu ta femme alors que toi-même, tu n'es pas prêt à te lever et à aller travailler? C'est pour toi qu'elle fait ce travail!' Ces sketches s'inscrivent dans une initiative de prévention et de traitement contre les violences faites aux femmes menée au Darfour avec le soutien de l'UNFPA. Ils ont été organisés d'une part pour éduquer les Soudanais et d'autre part pour donner l'occasion aux populations déplacées de se divertir un peu. Le fait de réunir dans



ce camp les plus célèbres artistes et musiciens du pays constituait un message fort à l'égard des personnes déplacées internes au Darfour: la société à laquelle vous appartenez ne vous oublie pas. En même temps, il s'agissait d'une reconnaissance de la musique et de l'art en tant que composantes essentielles de la vie

« De prime abord, l'organisation dans ce camp d'un concert axé sur les violences faites aux femmes a surpris quelques personnes. Mais à la fin du spectacle, les femmes écoutaient attentivement et, mieux encore, les hommes aussi, » a déclaré un représentant de l'UNFPA.

* Source : IrinNews.org, 19 décembre 2005
www.irinnews.org/report.asp?ReportID=50751&SelectRegion=East_Africa&SelectCountry=SUDAN

ONU et UNFPA lancent un appel aux dirigeants du monde pour que soit mis fin aux violences faites aux femmes

Saluant un nouveau rapport approfondi sur la violence contre les femmes diffusé le 9 octobre 2006 par le Secrétaire général de l'ONU, le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) a déclaré que la violence à l'égard des femmes était une violation extrêmement sérieuse des droits humains et, en général, un outrage aux libertés des femmes.

Le rapport du Secrétaire général couvre différentes formes de violences faites aux femmes dont la maîtrise de leur vie sexuelle et génésique, la sélection prénatale du sexe ainsi que les mutilations et ablations génitales. Il met en lumière les conséquences de la violence sur la santé reproductive des femmes, aboutissant à une mortalité maternelle accrue et à un plus grand risque de contracter le VIH. Autre conséquence importante de la violence sexuelle: les grossesses non désirées, en particulier pendant les conflits armés. Le rapport conclut que la violence à l'égard des femmes doit encore se voir accorder une plus grande attention ainsi que les ressources nécessaires à tous les niveaux pour que le problème soit abordé avec tout le sérieux et la visibilité requis. Il recommande par conséquent que le système onusien, et tous les autres bailleurs de fonds, engagent plus de ressources destinées à la mise en place de plans d'action

nationaux de prévention et d'éradication des violences faites aux femmes.

L'UNFPA souscrit pleinement à cette recommandation qui est en phase avec l'Appel de Bruxelles contre les violences sexuelles en période de conflit et au-delà, adopté en juin 2006 lors du symposium international sur ce sujet.

Thoraya Ahmed Obaid, directrice exécutive de l'UNFPA, a confirmé que l'impunité générale encourage les abus répétés et la souffrance tout en adressant un signal selon lequel la violence des hommes à l'égard des femmes est acceptable voire normale. « Il est temps de mettre fin à la tolérance envers ces crimes et à la complicité, » a-t-elle affirmé. « Nous ne pourrions pas nous débarrasser de la pauvreté, ni du VIH/sida, si nous ne faisons pas disparaître ces violences contre les femmes et les jeunes filles. Nous ne pourrions pas construire un monde de paix, de développement et de sécurité tant que nous ne

Instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits humains et textes se rapportant à la violence sexuelle

La communauté internationale a reconnu, au travers de traités juridiquement contraignants ainsi que de déclarations, résolutions et autres prises de position, que la violence sexuelle relève des droits humains et, elle s'est engagée à prévenir cette violence et à prendre en compte ses conséquences. Le Sexual Violence Research Initiative (SVRI - Initiative pour la recherche sur la violence sexuelle) comporte un chapitre sur son site Internet qui offre des liens vers d'importants documents internationaux et régionaux traitant de violence sexuelle : www.svri.org/en/humanrights.htm

ferons pas disparaître les violences faites aux femmes et jeunes filles. Nous ne pourrions jamais faire disparaître les violences faites aux femmes tant que les hommes ne seront pas de vrais partenaires et que garçons et filles ne seront pas élevés dans un esprit de respect mutuel, de responsabilité et d'égalité des chances. »

* Source : www.unfpa.org/news/news.cfm?ID=880

* Lire l'Appel de Bruxelles : www.unfpa.org/emergencies/symposium06

* Pour télécharger le rapport du Secrétaire général sur les violences faites aux femmes : www.un.org/womenwatch/daw/vaw/index.htm

Sud-Kivu: Un Champ Ecole Paysanne pour combattre la maladie du manioc

Lutter la mosaïque du manioc

Novembre 2005 – 21 femmes et 4 hommes viennent de terminer leur formation en techniques agricoles au Champ Ecole Paysanne (CEP) dans la localité de Miti, en territoire de Kabare (30 km de Bukavu). Grâce à cette école, initiée par le SEPA-CONGO, les agricultrices du Sud-Kivu peuvent apprendre de nouvelles techniques agricoles en vue de combattre la propagation de la maladie du manioc qui se répand de plus en plus dans la région. Dénommé « Mungu Akonkwa » (expression en mashi qui signifie « Dieu soit loué »), le CEP a démarré ses activités le 13 octobre 2004 par la mise en terre d'une série de variétés de boutures saines de manioc, dont la récolte a eu lieu le 15 octobre 2005, à l'occasion de la Journée mondiale de la Femme rurale.

Une initiative unique

Premier et unique du genre au Sud-Kivu, le CEP Mungu Akonkwa a fonctionné durant sa première année dans une quasi clandestinité. Des agriculteurs en formation de même que leurs formateurs avaient sciemment décidé de ne pas médiatiser l'existence d'une école sans bancs ni pupitres et dont la majorité des « écoliers » ne savent ni lire ni écrire. Et qu'il ne leur avait pas été demandé d'apporter cahiers et crayons pour apprendre les rudiments de l'écriture, de la lecture et du calcul comme on le fait dans les différents centres d'alphabétisation des adultes qui se multiplient dans le milieu.

Convaincre la communauté

Agée de 45 ans, une des paysannes formées, Mme Rose, confie : « Mon mari avait appris de l'un de mes collègues de formation que je fréquentais le CEP. Il n'en comprenait rien du tout et me contraignait tous les jours à cesser de perdre mon temps inutilement. Moi-même je n'étais pas du tout sûre d'en rapporter quelque chose. C'est pourquoi je me suis interdite d'en parler à quiconque pour éviter de m'attirer des moqueries plus tard. » Plusieurs autres femmes paysannes présentent des récits similaires concernant des reproches sévères qu'elles auraient eues de la part de leurs maris ou de leur entourage, les qualifiant de paresseuses pour avoir choisi d'abandonner les travaux de leurs champs au profit des journées entières de repos qu'elles passent à papoter dans la concession de l'INERA aux cotés des irresponsables. Le CEP est une activité innovatrice dans le monde agricole du Sud-Kivu, où les populations paysannes vivant uniquement des produits de leurs champs ne bénéficient d'aucun encadrement technique de la part des services étatiques depuis de longues années. Certains se rappellent encore de l'époque coloniale où les paysans exploitaient obligatoirement des grandes étendues de terre sous la supervision des moniteurs blancs. Le travail était certes dur

Le Service d'Encadrement des Paysans (SEPA-CONGO) est une organisation d'agricultrices à Miti, basée au sein de l'Institut National d'Etudes et de Recherches Agronomiques de Mulungu (INERA). La multiplication des semences constitue sa principale activité, dans le double but de lutter contre les maladies des plantes – avec au premier rang la mosaïque du manioc – et de contribuer au rétablissement de la sécurité alimentaire dans la région. Pour y parvenir, le SEPA forme les agriculteurs et agricultrices du Sud-Kivu à des meilleures pratiques agricoles à travers le projet Champ Ecole Paysanne « Mungu Akonkwa ».



La formation dans le Champ Ecole Paysanne Mungu Akonkwa, premier et unique du genre au Sud-Kivu, est basée sur la pratique pour améliorer les techniques agricoles.

mais son rendement était des meilleurs. Après l'indépendance et jusqu'à ces jours, des agronomes affectés dans les différentes juridictions en milieu rural sont confrontés au problème d'insuffisance de formation ainsi que du manque des moyens matériels et financiers pour aider la population à accroître sa capacité de production agricole.

Apprendre en faisant

La formation dispensée au CEP est basée sur la pratique. Au départ, les apprenants ont participé à la fragmentation du champ que l'INERA avait gratuitement mis à la disposition du SEPA-CONGO. Les fragments ainsi obtenus sont exploités en tenant compte des éléments tels que la distance entre les plantes ainsi que des interlignes, la qualité de la variété de la bouture, la saison de la culture, le moment de la récolte, le sarclage et coupure des feuilles, ... Toute la valeur de la formation réside dans la révélation faite par les échantillons des boutures de manioc prélevés dans chaque compartiment du champ école le jour de la récolte. Il démontre que l'application des techniques agricoles apprises au CEP a permis de produire 6 fois

plus de manioc comparativement à la pratique paysanne. Victorine, 52 ans, est décidée : « Plus question de pratique paysanne traditionnelle dans mes champs. Je viens de découvrir que je gaspillais mon sol et mes forces pour rien. »

Madame Nocy, présidente du SEPA-CONGO, est plus que déterminée à poursuivre l'action : « Nous voulons former un plus grand nombre d'agricultrices de la localité et de la région. C'est pour nous un des moyens de lutter contre la baisse de la production du manioc due à la maladie dite mosaïque qui sévit dans le milieu. Si nous ne faisons pas cela, la famine va s'aggraver et les gens vont mourir. Nous n'avons pas assez de moyens pour le faire. Nous comptons sur la FAO et l'INERA pour poursuivre l'action, mais aussi sur l'apport d'autres acteurs du secteur agricole. Le résultat obtenu lors de cette première phase de la formation nous encourage, surtout la participation de la femme paysanne, cerveau moteur de l'agriculture. »

* Pour plus d'informations contactez :

Adeline Nsimire, SAMWAKI
94-96, av. PE Lumumba
Commune d'Ibanda, Bukavu, RDC
tél: +243 081 0795495
e-mail : samwakiasbl@yahoo.fr

LinKS: Interactions du genre, de la biodiversité agricole et des savoirs locaux au service de la sécurité alimentaire

Dans une récente étude, Yianna Lambrou et Regina Laub explorent les liens entre genre, savoirs locaux et biodiversité agricole au service de la sécurité alimentaire en s'inspirant de l'étude de cas LinKS, un projet régional de la FAO exécuté pendant huit ans au Mozambique, au Swaziland, au Zimbabwe et en Tanzanie, et dorénavant achevé.

Genre et biodiversité agricole

Le projet consistait à mieux faire comprendre la manière dont hommes et femmes du milieu rural utilisent et gèrent la biodiversité agricole et, à promouvoir l'importance du savoir local au service de la sécurité alimentaire et de la biodiversité agricole durables sur les plans local, institutionnel et politique. Ce travail a été réalisé avec différentes parties intéressées afin qu'elles reconnaissent et apprécient davantage les savoirs locaux et indigènes et qu'elles appliquent l'approche genre et les méthodes participatives à leurs activités. Trois axes-clés ont été retenus à cet effet : renforcement des capacités, recherche et communication.

Le bilan du projet LinKS montre clairement qu'agriculteurs et agricultrices détiennent un

savoir local très spécifique sur les végétaux et les animaux dont ils ont la charge. Savoir local, genre et biodiversité sont intimement liés. Si l'un de ces trois éléments est menacé, la biodiversité est fragilisée et la sécurité alimentaire déstabilisée.

Lutter contre la perte de diversité génétique

Ainsi par exemple, le savoir parmi les Masai de Tanzanie sur la manière de préserver la diversité des ressources animales génétiques varie selon l'âge et le genre des individus. La perte de diversité génétique signifie que les femmes sont moins à même de participer à la prise de décision relative à la préservation des ressources. En effet, elles doivent veiller à ce que leur famille ait de quoi se nourrir et donc, prévoir la culture de l'année suivante.

Le projet a également établi que le VIH/sida exerce un impact significatif sur la gestion des semences. L'épidémie affectant au premier chef les femmes, la perte du savoir féminin lié aux aspects de culture des variétés semencières est désormais évidente. Autre constat intéressant : l'échange trop lacunaire d'informations entre mari et femme participe également à la perte de savoir et de biodiversité agricole.

Penser global, agir local

La productivité accrue, la croissance économique et le produit de l'agriculture sont des éléments importants contribuant à réduire la pauvreté. L'environnement agricole et le milieu très diversifié et complexe de l'Afrique sub-saharienne exigent que les efforts futurs soient basés sur des solutions plus ciblées tout en gardant une vision mondiale. La sécurité alimentaire doit reposer sur des savoirs locaux et une biodiversité agricole élargis, alliés à une bonne compréhension des implications du genre sans perdre de vue les conditions socio-économiques et politiques toujours fluctuantes.

* Source : 'Gender, Local Knowledge, and Lessons Learnt in Documenting and Conserving Agrobiodiversity' (Genre, savoirs locaux et enseignements tirés de l'étude sur la biodiversité agricole et sa préservation), Document de recherche No. 2006/69, UNU-Wider, par Yianna Lambrou et Regina Laub, 2006.

Pour télécharger le document :

www.wider.unu.edu/publications/rps/rps2006/rp2006-69.pdf

Pour plus d'information, veuillez contacter Yianna Lambrou (yianna.lambrou@fao.org) ou Regina Laub (regina.laub@fao.org), de la Division de la parité hommes-femmes, de l'équité et de l'emploi en milieu rural (ESW) de la FAO.

* Pour en savoir plus sur le projet LinKS, veuillez consulter le site du projet : www.fao.org/sd/LINKS/default.html



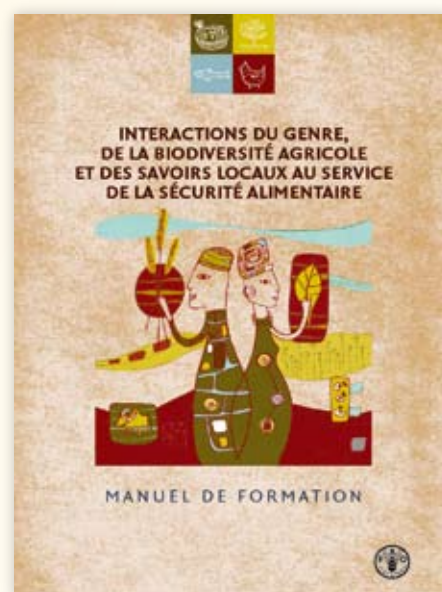
LinKS – Manuel de formation

Ce manuel de formation est fondé sur la grande expérience acquise par les formateurs et les participants tout au long du projet LinKS. Le projet était axé en particulier sur les interactions existant entre savoirs locaux d'une part, et la distribution des rôles et des relations en fonction du genre, la préservation et la gestion de la biodiversité agricole ainsi que des ressources génétiques végétales et animales et la sécurité alimentaire d'autre part. Son but étant de promouvoir une vue d'ensemble des différentes composantes. L'objectif de formation visait également à renforcer les capacités institutionnelles du secteur agricole et à reconnaître et encourager ces interactions dans les programmes et dans les politiques.

Le manuel vise un groupe cible élargi ; il peut servir de guide conceptuel aux formateurs, de matériel didactique aux stagiaires en formation (chercheurs et vulgarisateurs pour la plupart), et de matériel de référence à tous ceux qui sont engagés dans la gestion de la biodiversité agricole, du genre et du savoir local.

Le manuel est divisé en cinq modules, contenant chacun des fiches d'informations couvrant les aspects essentiels et les interactions entre biodiversité agricole, genre et savoirs locaux. Les fiches comportent des exemples de cas permettant d'illustrer le bien-fondé des sujets ; l'utilisation du manuel est flexible et la liste des points-clés aide le lecteur à faire la synthèse de l'information donnée. Enfin, le manuel comporte d'autres outils permettant aux formateurs d'adapter le programme à la situation et aux exigences des participants. Il inclut en outre quelques exercices qui encouragent les participants à faire part de leurs propres expériences, en partageant leurs idées, et en les appliquant à leur situation professionnelle.

* Le manuel peut être téléchargé en anglais, français et espagnol : www.fao.org/sd/LINKS/resources/resources.html ou www.fao.org/sd/LINKS/documents_download/manual_f.pdf Il est disponible sous forme de copie papier ou de CD-ROM.



Afrique du Sud : Profil du 'Rural Women's Movement' (Mouvement des femmes rurales)

Né en 1998, le Rural Women's Movement (RWM), Mouvement des femmes rurales, est officiellement lancé en novembre 2000 lors d'un atelier réunissant 250 femmes rurales. L'organisation, constituée de bénévoles en zones rurales, se penche sur les questions foncières, le genre et le développement tant au niveau local que national.

Accès égal aux terres

Le RWM est le fruit de la convergence de femmes issues d'horizons politiques divers du KwaZulu Natal qui se battent pour l'égalité entre hommes et femmes. Pour le mouvement, l'égalité entre les hommes et les femmes devrait faciliter l'accès aux terres pour les femmes, quelle que soit leur relation avec un parent masculin. Nonhlanhla Ngubane, une bénévole au sein du RWM depuis sa création, déclare : « Il est très difficile pour une femme d'avoir accès à la terre à moins qu'un homme, membre de sa famille, ne l'acquière à sa place. »

Mouvement égalitaire

Aujourd'hui, le RWM compte quelque 500 organisations communautaires qui offrent des formations d'apprentissage de vie aux hommes et aux femmes du milieu rural. Thulani Ngubane, autre membre actif, fait remarquer que même si le RWM vise surtout l'autonomisation de la femme, l'homme n'en est pas aliéné pour autant, « le mouvement est sensible au genre. »

Émancipation des femmes rurales

Le RWM est né de l'idée d'émanciper les femmes en milieu rural de sorte qu'elles puissent acquérir la terre et, du coup, assurer leur avenir. En conséquence, les programmes se déclinent en quatre axes. Il s'agit en premier lieu de faciliter la participation active des femmes au gouvernement local, dans l'espoir de graver leur rôle dans le marbre de ces institutions. En deuxième lieu, le mouvement s'efforce d'aider les femmes à obtenir un mode de concession de la terre.

L'impact du VIH/sida

Soutenant les femmes rurales à acquérir leur indépendance, les activistes du RWM ont vu des communautés entières lentement minées par le VIH/sida. Autre constat : les décès inopinés d'hommes et de femmes au sein des collectivités du KwaZulu Natal obligent de nombreux enfants en bas âge à se débrouiller tous seuls. Aussi, le troisième programme du RWM vise la formation sur le VIH/sida à l'intention des femmes et des orphelins.

Formation en TIC

Enfin, le RWM fournit une formation aux TIC aux collectivités rurales dans le but de faciliter l'autonomisation des femmes. Le RWM a établi un lien avec Human Rights Internet (HRI - Internet des droits humains), une organisation internationale qui offre l'échange d'informations au sein de la communauté mondiale des droits humains. En guise d'assistance au

programme de formation sur les TIC, HRI a détaché pour cinq mois une personne chargée de former les femmes rurales en compétences informatiques de base. Le RWM espère que HRI détachera également un formateur chargé du niveau de formation plus avancé.

Avec l'avènement d'un site Internet, le RWM se voit garanti une forte présence sur la scène internationale. Nonhlanhla est convaincue que cette mesure permettra au mouvement d'aller encore plus loin.

L'information est synonyme de savoir

Nonhlanhla a déclaré que le RWM l'avait aidée à acquérir de multiples connaissances sur ce qui se passait autour d'elle et sur la manière dont ce savoir allait l'aider à modeler son monde à elle. « Au début de mon adhésion au RWM, j'étais une femme qui ne savait rien, mais j'ai depuis acquis une foule d'informations grâce au RWM qui m'a aussi permis de rencontrer des individus d'horizons différents et d'en tirer des enseignements. »

Une organisation comme le RWM fait son travail en s'assurant que toute transformation en matière de politique rurale prenne réellement en compte les besoins différenciés des hommes et des femmes.

✳ **Pour contacter le RWN :**
Sizani Ngubane, Fondatrice et Directrice
PO Box 1326
Hilton, Pietermaritzburg, Afrique du Sud
tél./fax: +27 33 343 4147
e-mail: rwm@mail.ngo.za
www.rwm.org.za

✳ **Sources :**
SANGONeT, sanganet.org.za (profils d'ONG)
et RWM, www.rwm.org.za
(uniquement en anglais)

SANGONeT et Dimitra

SANGONeT est partenaire du projet Dimitra pour l'Afrique australe et couvre l'Angola, le Botswana, le Lesotho, la Namibie, l'Afrique du Sud et le Swaziland. Si votre organisation est établie dans l'un de ces pays et si elle est engagée depuis deux ans au moins en faveur des populations rurales, les femmes en particulier, veuillez adresser un descriptif de votre organisation à SANGONeT en complétant le questionnaire Dimitra disponible sur le site suivant : www.sanganet.org.za/dimitra



Des ateliers d'artisanat font partie des activités du RWM dans le domaine du renforcement économique.

Thetha! Forum de discussion sur les TIC de SANGONeT

Les forums Thetha de SANGONeT sont l'occasion pour les ONG de débattre des défis auxquels les technologies de l'information et de la communication (TIC) les confrontent. Les forums mettent en évidence les questions politiques liées aux TIC et encouragent leur application pratique; ils s'inscrivent dans l'objectif plus vaste que poursuit SANGONeT qui est d'accroître l'utilisation et la sensibilisation aux TIC au sein du secteur associatif en Afrique du Sud.

Dès juillet 2006, l'initiative Thetha de SANGONeT a été élargie aux autres pays d'Afrique australe. Des forums Thetha ont été organisés en Angola, en Namibie, au Swaziland, au Botswana et au Lesotho.

✳ **Pour plus de renseignements,**
Aadila Molale
tel: +27 11 4034935
e-mail: aadila@sanganet.org.za
sanganet.org.za/thetha

Communication pour le Développement – Principal pilier du développement et du changement

Congrès mondial sur la communication pour le développement Rome, 25-27 octobre 2006

Ce premier Congrès mondial sur la Communication pour le Développement (WCCD) avait pour but de promouvoir une intégration efficace de la communication dans les politiques et programmes de développement et de susciter des alliances et partenariats stratégiques dans ce domaine. Son objectif final était de démontrer que la communication pour le développement est un élément central pour relever les grands défis d'aujourd'hui et, qu'à ce titre, elle doit être plus complètement intégrée aux politiques et pratiques du développement. Le Congrès, organisé conjointement par la FAO, la Banque mondiale et le groupe Communication Initiative, s'est articulé autour de quatre grandes thématiques : santé ; gouvernance

et émancipation ; développement durable et secteurs émergents ; et nouvelles frontières. Le Congrès a réuni des spécialistes de la communication, travaillant dans le secteur du développement, des technocrates, des spécialistes du développement, des représentants des donateurs et des organisations de la société civile, des représentants des communautés, et des universitaires du monde entier pour partager les expériences et les meilleures pratiques dans ce domaine en pleine croissance. Les discussions et les exposés se sont concentrés sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas, ainsi que sur comment la communication pour le développement contribue à une meilleure efficacité du développement.

Quelques recommandations du Congrès :

- L'ensemble des politiques de développement à l'échelle nationale devrait inclure une communication spécifique pour les composantes impliquées.
- Les organismes de développement devraient inclure la communication pour le développement comme élément central au moment de la création des programmes.
- Adopter et mettre en œuvre des politiques et des mesures législatives propices à la communication pour le développement, dont les médias libres et pluralistes, ainsi que le droit à l'information et à la communication.
- Renforcer les partenariats et les réseaux au niveau international, national et local afin de promouvoir la communication pour le développement et améliorer les résultats du développement.
- Établir une approche axée sur les droits pour la communication pour le développement.

* Pour des informations supplémentaires :
www.devcomm-congress.org

La communication : un moyen incontournable de lutte contre la pauvreté !

Dans une des sessions du WCCD, Dimitra a présenté son réseau en Afrique, et a invité Mme Tine Ndoye pour faire une présentation de son expérience « sur le terrain ».



Mme Tine Ndoye lors de sa présentation au WCCD

En tant que femme rurale alphabétisée, Mme Tine Ndoye a été impliquée depuis plus de 20 ans dans le développement de la zone de Diender. Elle est à l'origine de la Fédération des Agropasteurs de Diender, une association de paysans et de paysannes de 24 villages qui compte actuellement environ 1500 femmes. Elle est également Présidente du Réseau National des Femmes Rurales du Sénégal (RNFRS), qui comprend quelques 36.000 femmes dans tout le Sénégal.

Pendant sa présentation, Tine Ndoye a qualifié la communication en milieu rural de « moyen incontournable de lutte contre la pauvreté » et elle en a donné quelques exemples concrets.

Téléphones portables

Par le biais du projet Manobi, les femmes membres de la caisse mutuelle de la Fédération

des Agropasteurs de Diender ont pu obtenir des téléphones portables à des prix abordables, ainsi qu'une formation. Les portables permettent aux femmes de se connecter sur « Xam marché », pour connaître les prix du marché journaliers. Ces informations sont très bénéfiques aux agricultrices et agriculteurs de la communauté, puisque elles leurs ont permis de demander un meilleur prix pour leurs légumes.

Radios rurales

Enda-Pronat, le RNFRS et le projet Dimitra ont organisé un atelier de formulation de projet sur « Femmes, radios rurales et nouvelles technologies d'information et de communication ». Ce projet permettra les organisations de base de se renforcer, d'échanger et de communiquer entre elles et avec les décideurs à travers les radios rurales et les NTICs. Un nombre de femmes du RNFRS seront formées et il y aurait des plages d'émissions au niveau des radios communautaires. Ainsi, la radio communautaire sera un outil de communication sociale pour le RNFRS et pour toutes les femmes concernées.

Recommandations

Finalement, elle a déclaré que d'après son expérience, les problèmes d'accès à l'information et à la formation pour une communication pour le développement peuvent être améliorés par :

- la présence de femmes dans les instances de décision (au niveau des conseillers ruraux où se fait le partage de terres) ;
- l'information et la formation pour la compréhension des lois et législations ;
- l'accès aux capitaux propres (renforcement des activités génératrices de revenu).

* Contactez Mme Ndoye :
S/c ENDA-Pronat
B.P. 3370
Dakar, Sénégal
tél: +221 8 225565
e-mail: dimitra@enda.sn





La radio communautaire mise sur la touche au WCCD

Des experts en communication et en radio, actifs dans le domaine de la radio communautaire, ont prié avec force le WCCD d'accorder à la radio communautaire la place qui lui revient parmi les outils de développement appliqués aux communications. Ils se sont indignés du fait que la rencontre mondiale ait passé sous silence le rôle essentiel joué par la radio communautaire dans l'autonomisation des individus et dans le renforcement de la démocratie dans de nombreuses régions dont des zones de conflit.

A titre d'exemple, des expériences menées au Sénégal dans la société civile, couplées à d'importants efforts de plaidoyer visant à donner une voix aux communautés rurales marginalisées, ont été à ce point couronnées de succès que même le gouvernement est entré en lice et a commencé à financer des stations de radio communautaires. Les nouvelles TIC ont également permis à d'aucuns de créer leur propre espace médiatique en Afrique.

Grace Githaiga, Présidente d'AMARC Afrique, a estimé que la radio communautaire constituait un forum permettant aux femmes africaines d'exprimer leurs vues: «Dans les zones rurales, des femmes gèrent des stations de radio et, pour la première fois de leur vie, elles sont en mesure de décliner elles-mêmes, et dans leur propre langue, leur vécu de pauvreté et de détresse. Par la même occasion, les auditeurs de ces programmes vont se rendre dans les

stations de radio, y débattre avec la personne responsable, et faire connaître leur avis sur les ondes, chose impossible avec les médias grand public.»

Certains experts ont espéré que le WCCD retiendrait leur appel visant à accorder davantage de légitimité et d'espace à la radio communautaire en tant qu'outil puissant et efficace de communication pour le développement.

* Extrait d'un article publié sur le site de OneWorld South Asia en date du 27 octobre 2006: us.oneworld.net/link/gotoarticle/addhit/141638/7263/116003



Prix 2006 pour la créativité des femmes en milieu rural

Le 5 octobre 2006, la Fondation Sommet Mondial des Femmes (WWSF) a décerné son prix 2006 pour la créativité des femmes en milieu rural à 14 lauréates. Cinq d'entre elles sont issues d'Afrique: du Bénin, du Kenya, du Libéria, de Zambie et du Zimbabwe.

Le prix honore des femmes et groupements de femmes créatives et courageuses du monde entier notamment pour leur contribution à l'amélioration de la qualité de vie dans les communautés rurales, à la protection de l'environnement et à la transmission du savoir, à la lutte contre les maladies, la marginalisation et les pratiques traditionnelles, ainsi que pour leur concours à la résolution des conflits et à l'établissement de la paix. Créé en 1994, le prix décerné par la WWSF a été attribué à 317 lauréates dans plus de 100 pays.

* Pour plus d'information, veuillez consulter: www.woman.ch/women/1-introduction.asp

Conférence Know How 2006: « Tisser la société de l'information: une perspective en genre et multiculturelle »

Les services et les centres d'information pour les femmes ne se limitent pas à recueillir et à diffuser l'information; ils veillent à ce que les informations requises par les clientes soient disponibles et accessibles. Tous les quatre ans, les hommes et les femmes qui œuvrent dans ces centres se rencontrent pour confronter leurs stratégies, inventer de nouveaux moyens de rendre l'information disponible et planifier des activités conjointes. Une semaine durant, la communauté mondiale des femmes détentrices de l'information dessine l'avenir de l'information pour ceux qui la recherchent.

Utiliser l'information pour établir la justice entre les hommes et les femmes, tel était le but de quelque 500 hommes et femmes réunis à Mexico du 21 au 26 août 2006 lors de la Conférence Know How de 2006.

La mission de la conférence était d'avancer vers plus de disponibilité, d'accessibilité et de visibilité en termes d'informations pertinentes à la valorisation de la position des femmes et des filles du monde entier, et d'avoir un échange sur les efforts de documentation, les stratégies et les tactiques. Quatre objectifs principaux ont été tracés: définir des stratégies pour le déve-

loppement du travail sur le genre réalisé par les bibliothèques, centres et réseaux de femmes; élaborer des politiques visant spécifiquement les besoins en information des femmes rurales et indigènes; réduire le fossé numérique et informatif pour les femmes; et, fonder un réseau latino-américain de centres d'information et de bibliothèques sur les femmes et les études de la condition féminine.

Trois thèmes ont été tissés dans la trame de la conférence:

- Mondialisation, culture, information et genre.
- Politiques de développement à l'intention des bibliothécaires dans le contexte de la communauté Know How.
- Stratégies de financement et autres sources possibles.

APWINC, le Asia Pacific Women's Information Network Center (Centre des réseaux d'information pour les femmes de la région Asie-Pacifique) et l'Université des femmes de Sookmyung ont annoncé leur volonté d'accueillir la prochaine Conférence Know How en 2010.

* Pour plus d'information, veuillez consulter le site: www.knowhowcommunity.org



L'une des lauréates:
Rufine KOUKOU du Bénin

Promouvoir les droits de la femme

Secrétaire de formation, Rufine Koukou, aujourd'hui âgée de 67 ans, a dû quitter son emploi à 52 ans. Leader dans le domaine des droits de la femme, elle a décidé de créer une coopérative de production et de promotion de savon fabriqué à base de produits biologiques d'origine locale comme l'huile de palme et de noix de coco, l'huile de sésame, le neem et d'autres plantes. En dépit de multiples défis, Rufine Koukou est parvenue par ses efforts inlassables à atteindre des résultats sur plusieurs fronts.



Le 13 octobre, Muhammad Yunus et la Banque Grameen se sont vus attribuer le prix Nobel de la paix 2006 pour leurs efforts en faveur du développement économique et social à la base. Une paix durable ne peut être obtenue sans qu'une partie importante de la population trouve les moyens de rompre avec la pauvreté. Le microcrédit est un de ces moyens. Le développement à la base contribue également à faire avancer la démocratie et les droits humains.

Muhammad Yunus s'est révélé être un leader qui a réussi à traduire sa vision en action au profit de millions de personnes, non seulement au Bangladesh, mais également dans de nombreux autres pays. Des prêts accordés aux pauvres sans aucune garantie financière, cela paraissait une idée loufoque. Après des débuts modestes il y a trois décennies, Yunus a, au tra-

Le prix Nobel de la paix 2006 va au Dr Muhammad Yunus et à la Banque Grameen

vers de la Banque Grameen, fait du microcrédit un instrument toujours plus important dans la lutte contre la pauvreté. Dans le monde entier, de nombreuses institutions se sont lancées dans le microcrédit en s'inspirant de la Banque Grameen.

Chaque individu sur cette terre dispose à la fois du potentiel et du droit de vivre une vie décente. Au delà des cultures et des civilisations, Yunus et la Banque Grameen ont démontré que même les plus pauvres parmi les pauvres peuvent être les acteurs de leur propre développement.

Les femmes constituent 97% des personnes qui empruntent à la Banque Grameen. Le microcrédit s'est avéré être un outil important de libération dans les sociétés où les femmes en particulier sont victimes de conditions sociales et économiques défavorables. En effet, croissance économique et démocratie politique ne peuvent pleinement éclore à moins que les femmes y participent sur un pied d'égalité avec les hommes.

La vision à long terme de Yunus consiste à éliminer la pauvreté dans le monde, mais le micro-

crédit à lui seul ne peut y parvenir. Cependant Muhammad Yunus et la Banque Grameen ont montré qu'il peut y jouer un rôle majeur.

* Source: nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2006/press.html

* Pour plus d'information sur la Banque Grameen : www.grameen-info.org

La Banque Grameen s'est également vu attribuer le **Prix international Roi Baudouin pour le développement en 1992** « pour sa reconnaissance du rôle des femmes dans le processus de développement, et l'originalité du système de prêts financiers contribuant à améliorer la condition sociale et matérielle des femmes en milieu rural et de leur famille. »

* Pour plus d'information sur le prix : www.kbprize.org

Sommet Global du Microcrédit 2006

Le Sommet Global du Microcrédit 2006 s'est tenu du 12 au 15 novembre à Halifax, Nouvelle-Ecosse, au Canada. Plus de 2 000 délégués de quelque 100 pays ont pris part à l'événement faisant le point sur les progrès réalisés en vue de l'objectif de la campagne visant à atteindre 100 millions des personnes les plus démunies d'ici à la fin de 2005.

En 1997, le premier Sommet du Microcrédit tenu à Washington DC était dirigé par Muhammad Yunus. De 1997 à aujourd'hui, la Campagne du Sommet du Microcrédit a inlassablement poursuivi cet objectif, maintenant un engagement ferme à l'égard des quatre thèmes principaux :

1) atteindre les plus pauvres, 2) toucher et autonomiser les femmes, 3) mettre en place des institutions financièrement autonomes, et 4) assurer un impact positif et mesurable sur la vie des bénéficiaires et de leur famille. La Campagne du Sommet du Microcrédit est un effort mondial visant à mettre en avant ceux que la société a relégués au dernier plan – et à inciter les individus à reprendre le contrôle de leur vie et de leur destin.

En plus de marquer le point d'orgue de la première phase de la campagne, le Sommet 2006 a aussi été l'occasion de lancer officiellement la prolongation de la campagne à 2015 avec deux nouveaux buts :

1. Veiller à ce que 175 millions de familles les plus pauvres, et en particulier les femmes de ces familles, puissent accéder au crédit pour

le travail indépendant et leur offrir d'autres services financiers et commerciaux.

2. S'assurer que 100 millions de familles parmi les plus pauvres au monde franchissent le cap de moins de 1 USD par jour ajusté à la parité de pouvoir d'achat (PPA) à plus de 1 USD par jour ajusté à la PPA.

* Pour plus d'information sur le Sommet 2006 : www.globalmicrocreditsummit2006.org

* Pour plus d'information sur la Campagne du Sommet du Microcrédit : www.microcreditsummit.org/french

« Le microcrédit est un outil important de lutte contre la pauvreté; c'est aussi un investissement sage en capital humain. A présent que les nations du monde se sont engagées à réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes vivant en deçà de 1 USD par jour, nous devons considérer avec encore plus d'intérêt le rôle essentiel qu'a joué et que continue à jouer le microfinancement durable en vue d'atteindre cet objectif de développement du millénaire. »

— Kofi Annan, Secrétaire général des Nations unies

Autonomisation des femmes par le microfinancement durable: repenser la 'meilleure pratique'

Voici le titre d'un papier écrit par Linda Mayoux dans lequel elle avance qu'il est grand temps de repenser bon nombre de 'principes de bonnes pratiques' communément acceptés à la lumière des preuves actuelles de l'impact genre. Il est aujourd'hui établi que le microfinancement constitue un véritable potentiel pour les femmes à relever les défis et à renverser les inégalités de genre à tous les niveaux, pour autant qu'il y ait une démarche stratégique de genre.

* www.genfinance.info (uniquement en anglais)



LIVRES

VIH/sida

- ◎ **Guide d'élevage ASEG: Planifier en se centrant sur les questions de parité hommes/femmes et le VIH/sida**

Cette publication vise à soutenir tous ceux qui sont engagés dans des programmes et projets d'élevage et à apporter des réponses plus efficaces aux différents besoins, priorités, contraintes et stratégies de moyens d'existence des communautés rurales et les ménages. Il propose un bref panorama des principales questions socioéconomiques et de genre dans le secteur de la production animale et prend en compte l'impact du VIH/sida sur la production animale et les activités associées. Il propose enfin une analyse des stratégies de réduction de l'impact du VIH/sida (et autres maladies chroniques) sur la sécurité alimentaire et l'agriculture, s'agissant notamment du rôle joué par la production animale.

FAO, 2005 – www.fao.org

- ◎ **European Philanthropy and HIV/AIDS (Philanthropie européenne et VIH/sida)**

Ce rapport est une analyse de l'information relative aux dépenses réalisées en 2005 pour la lutte contre le VIH/sida par les fondations, sociétés de confiance et organisations caritatives européennes. Le rapport s'appuie sur les résultats des activités de repérage menées par le European Foundation Centre (EFC) en matière de financement de la lutte contre le VIH/sida et vise à approfondir et à améliorer les précédents rapports sur le sujet.

European HIV/AIDS Funders Group, 2006 - www.efc.be

- ◎ **Joining Hands – Integrating Gender and HIV/AIDS: Report of an ACORD Project using Stepping Stones in Angola, Tanzania and Uganda (Unir ses efforts en intégrant le genre et le VIH/sida: Rapport d'un projet ACORD utilisant Stepping Stones en Angola, Tanzanie et Ouganda)**

Ce projet a utilisé l'approche Stepping Stones, un processus participatif axé sur le genre et fondé sur l'étroite coopération avec des «groupes de pairs» définis en fonction de l'âge et du sexe, au sein de communautés pour une période de plusieurs mois. Ce processus a été décrit comme étant un véritable «voyage» faisant appel à tout un éventail de méthodologies participatives visant à aider les participants à développer leurs compétences et leur confiance afin de mieux comprendre et d'interroger les normes et les habitudes prédominantes qui ont pour effet de renforcer les effets de la pauvreté ainsi que d'autres facteurs de leur environnement favorisant leur vulnérabilité au VIH/sida.

ACORD, 2006 – Disponible en anglais et portugais www.acordinternational.org

- ◎ **Tap and Reposition Youth (TRY): Providing Social Support, Savings, and Microcredit Opportunities for Young Women in Areas with High HIV Prevalence (Fournir une aide sociale, une aide à l'épargne et des possibilités de microcrédit aux jeunes femmes des régions à forte prévalence du VIH/sida)**

SEEDS présente des idées de programmes novatrices et pratiques afin de répondre aux besoins et de redéfinir le rôle économique des femmes à faible niveau de revenu. Les projets ici décrits ont pour but de renforcer le rôle productif des femmes et d'intégrer ces dernières dans les secteurs socio-économiques du développement.

SEEDS n° 23, The Population Council, 2006 www.popcouncil.org

- ◎ **Reclaiming Our Lives. HIV and AIDS, women's land and property rights and livelihoods in southern and East Africa – Narratives and responses (Se réapproprier sa vie. VIH et SIDA, droits à la terre et à la propriété des femmes et moyens de subsistance en Afrique australe et Afrique de l'Est: Récits et réponses)**

Cette étude s'appuie sur des travaux de recherche, des ateliers ainsi que sur des témoignages de personnes et d'organisations de pays tels que l'Érythrée, le Kenya, le Rwanda, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. L'étude vise une sensibilisation à l'impact considérable du VIH/sida sur les droits de propriété et les moyens de subsistance des femmes ainsi qu'aux actions concrètes entreprises par de nombreuses organisations de base afin de faire face à cette crise. L'étude s'intéresse à un certain nombre d'initiatives hautement créatives, comme le Memory Book Project en Ouganda.

HSRC Press, 2006 – www.hsrcpress.ac.za

- ◎ **The Land and Property Rights of Women and Orphans in the Context of HIV and AIDS. Case studies from Zimbabwe (Les droits à la terre et à la propriété des femmes et des orphelins dans le contexte du VIH/sida. Études de cas du Zimbabwe)**

Cette publication analyse les sites soumis à l'étude, à savoir les districts de Seke, Bulwer, Chimanimani et Bulawayo, les droits à la terre et à la propriété des veuves et d'autres femmes vulnérables de ces sites, les stratégies relatives aux moyens de subsistance, les différents obstacles et solutions pour les surmonter, les questions politiques et les recommandations en la matière. L'étude met en évidence la vulnérabilité des veuves aux violations des droits de propriété.

HSRC Press, 2006 – www.hsrcpress.ac.za

- ◎ **Women Lead in the fight against AIDS (Les femmes en tête de la lutte contre le SIDA)**

Cette publication nous offre les récits d'un groupe dynamique de 12 femmes en première ligne de la lutte contre le SIDA. Chacune d'entre elles nous livre un témoignage fort sur le SIDA dans son pays. Leurs récits nous permettent de comprendre la manière dont la pandémie du SIDA affecte la vie des femmes et de leur famille ainsi que les mesures prises pour y remédier.

Centre for Development and Population, Royaume-Uni, 2005 – www.cedpa.org/

Accès à la terre / sécurité alimentaire

- ◎ **A place to live: Women's inheritance rights in Africa (Un endroit où vivre: Les droits d'héritage des femmes en Afrique)**

Cette publication offre une vue d'ensemble des lois et politiques relatives aux droits d'héritage et à leur impact sur la vie des femmes dans 10 pays d'Afrique subsaharienne.

COHRE, 2005 – www.cohre.org

- ◎ **Better land access for the rural poor: Lessons from experience and challenges ahead (Un meilleur accès à la terre pour les populations rurales défavorisées: L'expérience acquise et les défis à venir)**

Cette publication examine les politiques et les pratiques récentes visant à améliorer l'accès à la

EVÉNEMENTS FUTURS

- ◎ **Living on the Margins - Vulnerability, social exclusion and the state in the informal economy (Vivre en marge - Vulnérabilité, exclusion sociale et l'État au sein de l'économie informelle)**

26-28 mars 2007, Le Cap, Afrique du Sud www.livingonthemargins.org

- ◎ **ICTs for Civil Society - SANGONeT Conference and Exhibition (Les TIC pour la société civile - Conférence et exposition de SANGONeT)**

juin 2007, Johannesburg, Afrique du Sud www.sangonet.org.za

- ◎ **Women's Worlds Congress 2008 – 10th International Interdisciplinary Congress on Women (Congrès mondial des femmes 2008 - 10ème Congrès interdisciplinaire international sur les femmes)**

3-9 juillet 2008, Madrid, Espagne www.mmwwo8.org

- ◎ **World YWCA International Women's Summit on HIV/Aids (Sommet international des femmes de la World YWCA sur le VIH/sida)**

4-7 juillet 2007, Nairobi, Kenya www.worldywca.info

terre pour les groupes de population défavorisés. Parmi les thèmes abordés, citons les approches nouvelles en termes de réforme de la propriété foncière, les différents moyens de garantir les droits fonciers ainsi qu'une distribution plus équitable des terres, la vulnérabilité de certains groupes plus à risque de perdre leurs droits fonciers et la nécessité d'aborder la question des droits fonciers dans la résolution des conflits et l'instauration de la paix. En conclusion, l'étude formule des recommandations d'ordre général afin de protéger les droits fonciers des groupes défavorisés et plus vulnérables.

IIED, 2006 – www.iied.org

- ◎ **Food Security in Practice No. 2: Using Gender Research in Development (La sécurité alimentaire mise en pratique n° 2: Utilisation de la recherche sur le genre dans le développement)**

Ce guide, à l'intention des praticiens, comble le fossé séparant recherche et pratique en fournissant des informations actualisées et pertinentes sur les raisons pour lesquelles et les façons dont les questions relatives au genre, lorsqu'elles sont dûment prises en considération, peuvent améliorer l'élaboration, la mise en œuvre et l'efficacité des projets et des politiques de développement.

IFPRI, 2006 – www.ifpri.org

- ◎ **Land Tenure Reform and Gender Equality (Réforme du régime foncier et égalité hommes-femmes)**

Ce document de recherche et de politique examine la mesure dans laquelle les intérêts des femmes sont reflétés dans la nouvelle génération de réformes du régime foncier, notamment l'octroi des titres fonciers, ainsi que les nouvelles possibilités offertes par les transitions démocratiques qui ont réinscrit à l'ordre du jour des priorités nationales les inégalités en termes de distribution des terres.

UNRISD, 2006 – www.unrisd.org



Accès à l'éducation

- ☉ **Au-delà de l'accès : Transformer les politiques et les pratiques relatives à l'égalité hommes-femmes dans le domaine de l'éducation**
 (Beyond Access: Transforming Policy and Practice for Gender Equality in Education)

Dans un monde où la pauvreté, les préjugés sociaux et la fourniture d'un enseignement de piètre qualité sont à l'origine de l'abandon scolaire d'environ 100 millions de filles avant la fin du cycle primaire, il ne suffit plus que les gouvernements s'engagent à accroître l'accès des filles à l'éducation. Cet ouvrage présente la vision d'une éducation à haut pouvoir de transformation, qui encourage le changement social, permet aux filles d'exploiter tout leur potentiel et contribue à la création d'une société juste et démocratique.

Oxfam, 2005 – www.oxfam.org.uk

- ☉ **Girls' education towards a better future for all**
 (L'éducation des filles en vue d'un avenir meilleur pour tous)

À l'échelle mondiale, 58 millions de filles ne vont toujours pas à l'école. La plupart d'entre elles vivent en Afrique subsaharienne ainsi que dans l'Asie du Sud et de l'Ouest. Une fille issue d'une famille pauvre d'Afrique subsaharienne a moins d'une chance sur quatre de fréquenter l'enseignement secondaire. L'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) visant à assurer la scolarisation d'autant de filles que de garçons, dans le primaire et le secondaire, avant 2005 ne sera, selon toute probabilité, pas atteint dans plus de 75 pays. Cette stratégie présente les mesures que le DFID (Ministère britannique en charge du développement international) compte prendre et le rôle de premier plan qu'il compte jouer, aux côtés d'autres acteurs de la communauté internationale, afin de garantir l'égalité des chances en matière d'éducation entre les hommes et les femmes, les garçons et les filles.

DFID, 2005 – www.dfid.gov.uk

Femmes & TIC

- ☉ **Supporting women's ICT-based enterprises: A handbook for Agencies in Development**
 (Soutenir les entreprises de femmes fondées sur les TIC: Un manuel à l'intention des organismes de développement)

Ce manuel, destiné aux organismes de développement, constitue une aide pour quiconque s'engage à soutenir les entreprises de femmes fondées sur les TIC, et plus particulièrement les micro-entreprises et les entreprises de petite taille opérant dans les pays en développement. Il s'intéresse aux problèmes de gestion et de fonctionnement des entreprises de femmes fondées sur les TIC, dans le but d'accroître le nombre de ces entreprises et d'en améliorer la qualité.

IDPM / DFID, 2005 – www.dfid.gov.uk

Violences faites aux femmes

- ☉ **Researching Violence Against Women – A Practical Guide for Researchers and Activists**
 (Étude de la violence à l'encontre des femmes: Un guide pratique à l'intention des chercheurs et des militants)

Ce manuel s'appuie sur les expériences collectives et les apports d'un grand nombre d'acteurs, et notamment la mise en œuvre de l'étude multipays de l'OMS sur la santé des femmes et les violences

domestiques à l'égard des femmes dans plus de 10 pays. Ce manuel a été élaboré en réponse à la nécessité croissante d'améliorer la qualité, la quantité et la comparabilité des données internationales relatives aux mauvais traitements physiques et sexuels. Le manuel présente dans les grandes lignes quelques-uns des obstacles méthodologiques et éthiques des recherches sur la violence à l'encontre des femmes et décrit un ensemble de techniques novatrices en ce sens.

WHO / PATH, 2005 – www.path.org

Recherche de fonds

- ☉ **Rechercher des financements: Un manuel pour les femmes**

Ce manuel fournit toute une série de conseils sur la mobilisation de fonds afin de financer les efforts de défense des droits des femmes. Il s'adresse tout particulièrement aux acteurs encore novices en termes de collecte de fonds et aux groupes de femmes des pays en développement. Disponible en français, anglais et espagnol

Global Fund for Women, 2005
www.globalfundforwomen.org

- ☉ **Writing a Funding Proposal**
 (Rédiger une proposition de financement)

Cette boîte à outils examine en profondeur les différentes étapes à suivre afin de planifier, élaborer et rédiger une proposition de financement ainsi que le suivi à mettre en place à l'issue de la rédaction et de l'envoi de la proposition. Cette boîte à outils s'adresse plus particulièrement aux personnes qui manquent de confiance dans cet exercice et qui disposent de peu d'expérience en la matière.

CIVICUS, 2005 – www.civicus.org

- ☉ **Where is the Money for Women's Rights? Assessing the Role of Donors in the Promotion of Women's Rights and the Support of Women's Rights Organizations** (Où se trouvent les fonds disponibles pour les droits des femmes? Évaluation du rôle des donateurs dans la défense des droits des femmes et le soutien des organisations de défense des droits des femmes)

Ce rapport est le fruit d'un effort de recherche continu, lancé par l'AWID (Association pour les droits de la femme et le développement). Il a pour but d'analyser les tendances en matière de financement et de proposer des pistes de stratégies aux organisations de femmes afin de les aider à obtenir les ressources nécessaires à la poursuite de leurs travaux.

AWID, 2006 – www.awid.org

Questions de genre

- ☉ **Engaging men in gender equality: positive strategies and approaches – overview and annotated bibliography**
 (Encourager la participation des hommes dans l'égalité hommes-femmes: Stratégies et approches positives, vue d'ensemble et bibliographie annotée)

BRIDGE, Bibliographie 15, 2006
www.bridge.ids.ac.uk

- ☉ **Gender for journalists: toolkit**
 (Le genre et les journalistes: boîte à outils)

Kit de formation en ligne
 CPU, 2006 – www.cpu.org.uk

FILMS

Mamans Congo

Film d'Olivier Malvoisin.

Le rôle et la vision des candidates féminines dans les élections en RD Congo.

e-mail: malvoisin@perso.be

SITES INTERNET

- ☉ **CORE Initiative - Initiative des Communautés répondant à l'épidémie du VIH/SIDA**

La CORE Initiative met en place des partenariats avec les groupes communautaires et confessionnels afin d'améliorer l'efficacité des mesures multisectorielles prises pour lutter contre le VIH/SIDA par le biais de subventions, d'initiatives de renforcement des capacités et de mise en réseau.

www.coreinitiative.org

- ☉ **CELAC, Creating & Exchange of Local Agriculture Content**
 (Créer & Échanger de contenu agricole local)

CELAC vise à développer du contenu agricole, émanant d'agriculteurs des zones rurales, à des fins de diffusion par le biais des technologies numériques, de la radio et de la presse. Son but est de mettre sur pied un réseau de courtiers de connaissances communautaires, d'entreprendre des exercices réguliers d'échange de connaissances et de dégager de nouveaux horizons en la matière.

www.celac.or.ug

- ☉ **Sécurité alimentaire: l'information pour l'action**

Ce site permet d'accéder aux informations et ressources concernant la sécurité alimentaire rassemblées par la Commission européenne et le programme « Information pour l'Action » de la FAO. Son but est de renforcer les capacités nationales d'utilisation des informations sur la sécurité alimentaire provenant de différents secteurs et sources pour rendre les politiques et programmes de lutte contre la faim plus efficaces.

www.foodsecinfoaction.org

- ☉ **Women's ICT-Based Enterprise for Development**
 (Les entreprises de femmes fondées sur les TIC au service du développement)

Ce site Web fournit des orientations et des possibilités de mise en réseau en ligne concernant les entreprises de femmes fondées sur les TIC dans les pays en développement. L'objectif de ce projet est de contribuer à accroître le nombre d'entreprises pérennes fondées sur les TIC et dirigées par des groupes de femmes défavorisées dans les pays en développement.

www.womenicenterprise.org

- ☉ **WLLA, Women's Land Link Africa**

Ce site a vocation de plate-forme d'échange d'information, où les organisations, les particuliers et les groupes, à tous les niveaux, depuis la base jusqu'aux agences onusiennes, travaillant directement ou indirectement sur les problèmes rencontrés par les femmes africaines en matière de logement ou d'accès à la terre, peuvent échanger leurs idées, initiatives et stratégies.

www.wllaweb.org